

METZDIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 Euros
Siège Social : Breuil Hordal

57 280 HAUCONCOURT

484 058 664 RCS METZ

2019 B 150 S
9**RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE****PRESENTE A L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES DU 19 JUILLET 2018**

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter les comptes consolidés de l'exercice clos le **31 janvier 2018**.

Nous vous rappelons que nous sommes tenus de tenir des comptes consolidés en application des articles L.233-16 et suivants du Code de Commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATIONLa société mère :

- La Société **METZDIS**, Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 Euros dont le siège est à HAUCONCOURT (Moselle) - Breuil Hordal

Activité : Holding détenant les titres de la société HAUCONCOURT DISTRIBUTION – HAUDIS et exploitation en location gérance du fonds de commerce d'hypermarché à prépondérance alimentaire.

Les sociétés filiales :

- La Société **HAUCONCOURT DISTRIBUTION – HAUDIS**, Société par actions simplifiée au capital de 3.000.000 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 327 448 015.

Activité : Hypermarché – Fonds de commerce donné en location gérance à METZDIS.

Détention : 99,32 % par la Société METZDIS

- La Société **CROIX DE HAUCONCOURT AUTOMOBILES TALANGE – CHAT**, Société à responsabilité limitée au capital de 8.000 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 348 904 558.

Activité : Station-service et station de lavage.

Détention : 100 % par la Société HAUDIS

- La Société **SUNSHINE**, Société à responsabilité limitée au capital de 8.000 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 400 328 746.

Activité : Agence de voyages.

Détention : 100 % par la Société HAUDIS

- La Société **SOLOMAX**, Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 503 119 661.

Activité : Commerce de détail de produits Bio.

Détention : 100 % par la Société HAUDIS

- La Société **JNB**, Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 804 621 738.

Activité : Station de lavage automobile

Détention : 100 % par la Société HAUDIS

- La Société **SCI DES HAUTS DE MAIZIERES**, Société civile au capital de 3.750 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 343 333 423.

Activité : Propriété, administration et exploitation par bail, location ou autrement de tous biens immobiliers.

Détention : 99,96 % par la Société HAUDIS

- La Société **SCI SIDUAH**, Société civile immobilière au capital de 152,45 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 380 888 941.

Activité : Propriété, administration et exploitation par bail, location ou autrement de tous biens immobiliers.

Détention : 99 % par la Société HAUDIS

- La Société **SCI WAPPIMMO**, Société civile immobilière au capital de 10.000 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 512 724 139.

Activité : Propriété, administration et exploitation par bail, location ou autrement de tous biens immobiliers.

Détention : 99 % par la Société HAUDIS

- La Société **SCI IMOWAP**, Société civile immobilière au capital de 1.000 Euros dont le siège social est à HAUCONCOURT (Moselle) – Breuil Hordal, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de METZ sous le numéro 527 490 940.

Activité : Propriété, administration et exploitation par bail, location ou autrement de tous biens immobiliers.

Détention : 100 % Usufruit par la Société METZDIS

II – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2018

Les présents comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions des articles L.233-16 et suivants et R.233-3 et suivants du Code de commerce. Nous tenons également compte du Règlement CRC 99-02 homologué par arrêté ministériel du 22 Juin 1999.

Les comptes sont consolidés dans le respect des principes comptables de :

- Prudence
- Coûts historiques
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes

en appliquant les méthodes d'évaluation du Code de Commerce ainsi que celles prévues par la loi sur les Sociétés Commerciales.

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de douze mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 97.536.571 Euros contre 92.903.859 Euros pour l'exercice précédent.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe s'est élevé à 95.977.485 Euros contre 92.075.689 Euros l'exercice précédent.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 3.762.036 Euros contre un même bénéfice de 3.143.572 Euros pour l'exercice précédent.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 16.537 Euros contre 105.118 Euros pour l'exercice précédent, et l'ensemble des charges à 540.654 Euros contre 655.982 Euros pour l'exercice précédent, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par une perte de 524.297 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 3.237.739 Euros contre un même bénéfice de 2.592.709 Euros pour l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par un bénéfice de 220.855 Euros constituée :

- de produits exceptionnels pour 1.231.938 Euros.
- de charges exceptionnelles pour 1.011.083 Euros.

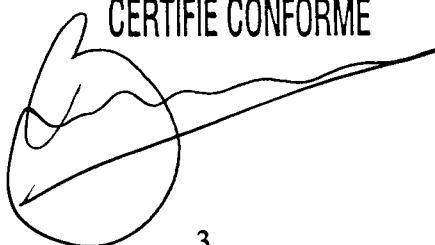
Après dotation d'une somme de 634.530 Euros au titre de la provision pour impôts sur les bénéfices, le résultat comptable net du groupe se traduit par un bénéfice de 2.720.081 Euros.

En ce qui concerne l'exercice en cours et l'avenir immédiat, les chiffres en notre possession nous laissent envisager un maintien du chiffre d'affaires du groupe.

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIÉ CONFORME



Frédéric MAILLARD
42-46 rue Lamartine
80000 AMIENS
Expert Comptable
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale d'Amiens

VDB ET ASSOCIES
15 avenue Paul Claudel
80480 DURY
Représenté par :
Rachid AISSAOUI
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale d'Amiens

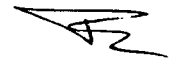
EMPLAIRE GREFFE

SAS METZDIS

Société par actions simplifiée au capital de 40 000 €
Siège social BREUIL HORDAL
57280 HAUCONCOURT

2019 131505
9

SIRET : 484 058 664 00018
APE : 4711F



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 janvier 2018

Aux Associés de la Société METZDIS,

I/ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales en date des 19 novembre 2015 et 20 juillet 2017, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société METZDIS, relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II/ FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 - REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

2.2 - INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2017 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

IV/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Dans le cadre de nos appréciations des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous nous sommes assurés que les méthodes d'évaluation des écarts d'acquisition et d'évaluation sont valorisées conformément à la méthode décrite dans les notes de l'annexe.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées, nous nous sommes assurés de la correcte présentation d'ensemble des comptes consolidés par rapport aux règles en vigueur.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

V/ VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION GROUPE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

VI/ RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

VII/ RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Amiens et Dury, le 3 juillet 2018

Les Commissaires aux Comptes

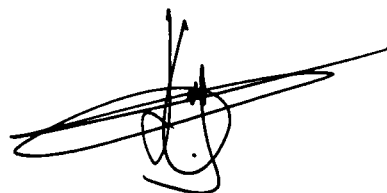
Frédéric MAILLARD



VDB ET ASSOCIES

Représenté par :

Rachid AISSAOUI



DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ↓ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ↓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ↓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ↓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ↓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ↓ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

1.2-Bilan consolidé

CERTIFIÉ CONFORME

Closure Ouverture

Libellé

Capital souscrit non appelé		
Ecart d'acquisition	11 674 170	11 768 086
Immobilisations incorporelles	141 550	125 305
Immobilisations corporelles	18 135 088	19 041 163
Immobilisations financières	13 176 168	12 740 737
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	43 126 976	43 675 281
Stocks et en-cours	8 967 627	8 913 518
Clients et comptes rattachés	1 655 206	1 433 788
Impôts différés - actif	(0)	206 972
Autres créances et comptes de régularisation	1 757 020	1 822 448
Valeurs mobilières de placement	402 410	402 410
Disponibilités	2 124 527	1 540 827
Intérêts courus non échus s/ dispo.		
Actif circulant	14 906 790	14 319 962
Total Actif	58 033 766	57 995 243
Capital	40 000	40 000
Primes liées au capital		
Ecart de réévaluation		
Réserves	14 104 959	11 788 209
Résultat net (Part du groupe)	2 720 081	2 343 069
Capitaux propres (part du groupe)	16 865 040	14 171 278
Intérêts minoritaires	148 305	268 333
Autres fonds propres	146 156	141 100
Ecart d'acquisition passif	1 212	1 641
Provisions et impôts différés	5 239 466	5 023 551
Provisions	5 386 835	5 166 293
Emprunts et dettes financières	23 951 664	28 478 509
Fournisseurs et comptes rattachés	6 090 249	5 614 179
Autres dettes et comptes de régularisation	5 591 674	4 296 652
Dettes	35 633 586	38 389 340
Total Passif	58 033 766	57 995 243

2019 B 1505

9





E. Leclerc

Comptes consolidés au 31 janvier 2018

Groupe METZDIS

E

FIDUEST
PARTENAIRES CONSEIL

**FIDUCIAIRE RHENANE
D'AUDIT & COMPTABILITE**
Société d'Expertise Comptable

Table des matières

1.1-	Compte de résultat consolidé	3
1.2-	Bilan consolidé	4
1.3-	Tableau de flux de trésorerie consolidé	5
1.4-	Variations des capitaux propres	6
2.1	Présentation du groupe et évolution	7
2.2	Faits marquants de l'exercice	8
2.3	Changements de méthodes	8
2.4	Comptes consolidés et incidence des effets de périmètre	8
3.1-	Principes généraux	9
3.2-	Périmètre et méthodes de consolidation	9
a)	Périmètre de consolidation	9
b)	Variation du périmètre de consolidation	10
c)	Chiffres clés au 31/01/2018 des comptes sociaux (hors élimination des intercos)	10
3.3-	Écarts d'acquisition et écart d'évaluation	11
3.4-	Règles et méthodes comptables	13
4.1-	Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	18
4.2-	Immobilisations corporelles et incorporelles	19
4.3-	Immobilisations financières et titres mises en équivalence	21
4.4-	Stocks et en-cours	22
4.5-	Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	23
4.6-	Trésorerie nette	25
4.7-	Provisions	25
4.8-	Dettes financières	28
4.9-	Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	29
6.1-	Chiffre d'affaires	32
6.2-	Autres produits d'exploitation	32
6.3-	Achats consommés	32
6.4-	Charges externes	33
6.5-	Impôts et taxes	33
6.6-	Charges de personnel	33
6.7-	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	33
6.8-	Produits financiers	34
6.9-	Charges financières	34
6.10-	Produits exceptionnels	35
6.11-	Charges exceptionnelles	35
6.12-	Impôts sur les résultats et preuve d'impôts	36
7.1-	Effectifs	37
7.2-	Engagements hors-bilan	38
7.3-	Rémunérations des commissaires aux comptes	60
7.4-	Rémunération des dirigeants	60
7.5-	Résultats sectoriels	60

1- États financiers

1.1-Compte de résultat consolidé

Libellé	2018	2017
Chiffres d'affaires	97 536 571	92 903 859
Autres produits d'exploitation	2 202 949	2 315 403
Produits d'exploitation	99 739 521	95 219 261
Achats consommés	(75 405 419)	(71 658 078)
Autres charges d'exploitation	(4 413 536)	(4 380 343)
Impôts et taxes	(1 497 707)	(1 475 221)
Charges de personnel	(11 019 501)	(10 591 536)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(3 641 322)	(3 970 511)
Charges d'exploitation	(95 977 485)	(92 075 689)
Résultat d'exploitation	3 762 036	3 143 572
Produits financiers	16 357	105 118
Charges financières	(540 654)	(655 982)
Résultat financier	(524 297)	(550 863)
Opérations en commun		
Résultat courant des entreprises intégrées	3 237 739	2 592 709
Produits exceptionnels	1 231 938	777 724
Charges exceptionnelles	(1 011 083)	(225 306)
Résultat exceptionnel	220 855	552 417
Impôts sur les résultats	(634 530)	(698 837)
Résultat net des entreprises intégrées	2 824 064	2 446 289
Dotations aux prov. des écarts d'acquisition (impairment)		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(93 487)	(93 487)
Quote-part dans les résultats des entreprises en mises en équiv.		
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 730 577	2 352 802
Intérêts minoritaires	10 496	9 733
Résultat net (Part du groupe)	2 720 081	2 343 069
Résultat par action	680,02	585,77
Résultat dilué par action	680,02	585,77

1.2-Bilan consolidé

Libellé	Clôture	Ouverture
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'acquisition	11 674 170	11 768 086
Immobilisations incorporelles	141 550	125 305
Immobilisations corporelles	18 135 088	19 041 153
Immobilisations financières	13 176 168	12 740 737
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	43 126 976	43 675 281
Stocks et en-cours	8 967 627	8 913 518
Clients et comptes rattachés	1 655 206	1 433 788
Impôts différés - actif	(0)	206 972
Autres créances et comptes de régularisation	1 757 020	1 822 448
Valeurs mobilières de placement	402 410	402 410
Disponibilités	2 124 527	1 540 827
Intérêts courus non échus s/ dispo.		
Actif circulant	14 906 790	14 319 962
Total Actif	58 033 766	57 995 243
Capital	40 000	40 000
Primes liées au capital		
Ecart de réévaluation		
Réserves	14 104 959	11 788 209
Résultat net (Part du groupe)	2 720 081	2 343 069
Capitaux propres (part du groupe)	16 865 040	14 171 278
Intérêts minoritaires	148 305	268 333
Autres fonds propres	146 156	141 100
Ecart d'acquisition passif	1 212	1 641
Provisions et impôts différés	5 239 466	5 023 551
Provisions	5 386 835	5 166 293
Emprunts et dettes financières	23 951 664	28 478 509
Fournisseurs et comptes rattachés	6 090 249	5 614 179
Autres dettes et comptes de régularisation	5 591 674	4 296 652
Dettes	35 633 586	38 389 340
Total Passif	58 033 766	57 995 243

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

1.3-Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2018	2017
Résultat net total des entités consolidées	2 730 577	2 352 802
Dotations / Reprises aux amortissements et provisions	2 022 170	1 822 150
Variation de l'impôt différé	(100 594)	2 906
Eléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur	(11 243)	(10 079)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(470 354)	(337 595)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	1 577 178	(288 653)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	5 747 734	3 541 531
Acquisitions d'immobilisations	(1 218 511)	(1 882 448)
Cessions d'immobilisations	887 773	558 610
Incidence des variations de périmètre	4 750	
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(325 987)	(1 323 837)
Émissions d'emprunts	1 116 145	498 056
Remboursements d'emprunts	(4 677 936)	(4 450 029)
Dividendes versés des filiales	711	(16 901)
Dividendes reçus/versés de la société mère	(208 222)	(154 227)
Augmentations / réductions de capital		
		(125)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(3 769 302)	(4 123 227)
Variation de change & juste valeur sur Trésorerie		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	1 652 445	(1 905 533)
Trésorerie : ouverture	(4 415 109)	(2 416 089)
Trésorerie : correction à-nouveaux / reclassements	(11 094)	
Trésorerie : clôture	(2 867 238)	(4 415 109)

1.4-Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts minoritaires - Capitaux propres
N-2	40 000		10 088 216			1 854 221	11 982 437	275 501
Affectation du résultat N-1			1 854 221			(1 854 221)		
Distribution/ brut versé			(154 227)				(154 227)	(16 901)
Var. de capital en numéraire et souscrip								
Résultat						2 343 069	2 343 069	9 733
Autres augmentations, diminutions								
Reclass. restruct. chang. de méth								
Ecart de conv. - Effet de change								
Variations de périmètre								
Autres			0			(0)	0	0
N-1	40 000		11 788 209			2 343 069	14 171 278	268 333
Affectation du résultat N-1			2 346 311			(2 346 311)		
Distribution/ brut versé			(208 222)				(208 222)	711
Var. de capital en numéraire et souscrip								
Résultat						2 720 081	2 720 081	10 496
Autres augmentations, diminutions			140 347				140 347	(132 922)
Reclass. restruct. chang. de méth			(8 247)				(8 247)	1 687
Ecart de conv. - Effet de change								
Variations de périmètre			46 560			3 243	49 803	
Autres			0			(0)	(0)	
N	40 000		14 104 959			2 720 081	16 865 040	148 305

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

2. Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

2.1 Présentation du groupe et évolution

La société mère :

S.A.S. METZDIS

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Hypermarché

Un contrat de location gérance permet à la société METZDIS S.A.S. d'exploiter le fonds de commerce de la société HAUDIS S.A.S.

Les sociétés filiales :

S.A.S. HAUDIS

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : bailleur de fonds de commerce.

Détention : 99.32%

Les sociétés filiales de la S.A.S. HAUDIS

SARL SUNSHINE

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Agence de voyages

Détention : 100%

SARL SOLOMAX

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Commerce de produits alimentaires et non alimentaires bio.

Détention : 100%

SARL CHAT

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Centre Auto

Détention : 100%

SARL JNB

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Station de lavage automobile

Détention : 100%

SAS VDB et ASSOCIES

SCI SIDUAH

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière - Galerie Marchande et Centre Auto

Détention : 99%

SCI HAUTS DE MAIZIERES

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière – Terrain / Parking

Détention : 99.96%

SCI WAPPIMMO

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière – Terrain et autres immobiliers

Détention : 99%

SCI IMMOWAPP

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière – Terrain et autres immobiliers

Détention : 100% en usufruit

SARL CHEZ PIERRE

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Charcuterie

Détention : 50%

2.2 Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2018 est marqué par l'entrée dans le périmètre de consolidation de la SARL CHEZ PIERRE.
La société SOLOMAX a démarré une nouvelle activité au cours de cet exercice.

2.3 Changements de méthodes

Aucun changement de méthode n'est à signaler au titre de l'exercice 2017 / 2018.

2.4 Comptes consolidés et incidence des effets de périmètre

La SARL CHEZ PIERRE est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} février 2017.

3. Méthodes et principes de consolidation

3.1-Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

Les comptes consolidés ont été arrêtés au 31/01/2018.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Date de clôture et durée des exercices

Société	Date de clôture N	Durée exercice N (en mois)	Date de clôture N-1	Durée exercice N-1 (en mois)
S.A.S. METZDIS	31/01/2018	12	31/01/2017	12
S.A.S. HAUDIS	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL SUNSHINE	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL SOLOMAX	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL CHAT	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL JNB	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SCI SIDUAH	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SCI HAUTS DE MAIZIERES	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SCI WAPPIMMO	31/12/2017	12	31/12/2016	12
SCI IMMOWAPP	31/12/2017	12	31/12/2016	12
SARL CHEZ PIERRE	31/01/2018	12		

3.2-Périmètre et méthodes de consolidation

a) Périmètre de consolidation

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
METZDIS	IG	100,00	100,00
HAUDIS	IG	99,32	99,32
CHAT	IG	99,32	99,32
SOLOMAX	IG	99,32	99,32
SUNSHINE	IG	99,32	99,32
JNB	IG	99,32	99,32
SCI SIDUAH	IG	99,32	99,32
SCI HAUTS MAIZIERES	IG	98,33	98,33
SCI WAPPIMMO	IG	99,32	99,32
SCI IMMOWAPP	IG	98,33	98,33
CHEZ PIERRE	IG	100,00	100,00
	IP	49,66	N/A

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Au 31 janvier 2018, le périmètre comprenait 11 sociétés contre 10 sociétés au cours de l'exercice précédent.

Toutes sont intégrées globalement excepté la SARL CHEZ PIERRE qui est intégrée proportionnellement.

b) Variation du périmètre de consolidation

La SARL CHEZ PIERRE est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} février 2017.

c) Chiffres clés au 31/01/2018 des comptes sociaux (hors élimination des intercos)

Société du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffres d'affaires (en K€)
METZDIS	56 452 K€	82 501 K€
HAUDIS	22 649 K€	2 974 K€
CHAT	1 778 K€	13 133 K€
SOLOMAX	839 K€	64 K€
SUNSHINE	1 953 K€	831 K€
JNB	373 K€	162 K€
SIDUAH	4 301 K€	651 K€
HDM	2 615 K€	116 K€
WAPPIMMO	885 K€	70 K€
IMMOWAPP	2 041 K€	225 K€
CHEZ PIERRE	124 K€	197 K€
Total	91 882 K€	96 265 K€

3.3-Écarts d'acquisition et écart d'évaluation

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à la valeur d'utilité des actifs et des passifs,
Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition, ou, en l'absence de marché, à la valeur nette vénale des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

▪ Ecarts d'acquisition positifs

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

• Titres de la SCI SIDUAH

1/ Détenus par HAUDIS

La SCI SIDUAH, dont le capital est composé de 100 parts, était détenue à hauteur de 100 parts par la société HAUDIS soit 100% du capital social.

100 titres, soit 100% du capital ont été acquis le 10/01/2000 pour un montant de 1 783 806 euros et les capitaux propres étaient créditeurs pour un montant de 153 167 euros au 31/12/2000.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 1 783 806
- Quote-part des capitaux propres : 153 167 * 100%	- 153 167
- Retraitement de la plus-value sur construction	- 974 000
- Impôt sur la plus-value sur construction	+ 324 667
- Total	+ 981 306

Une part des 100 parts a été cédée le 30/04/2003 ; la SCI SIDUAH est détenue à hauteur de 99 parts par la société HAUDIS soit 99% du capital social.

2/ Détenus par METZDIS

La SCI SIDUAH, dont le capital est composé de 100 parts, est détenue à hauteur de 1 part par la société METZDIS soit 1% du capital social.

Le titre, soit 1% du capital social a été acquis le 15/12/2005 pour un montant de 20 415 euros et les capitaux propres étaient créditeurs pour un montant de 229 091 euros au 30/04/2005.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 20 415
- Quote part des capitaux propres : 229 091 * 1%	- 2 291
- Total	+ 18 124

• Titres de la SCI HAUTS DE MAIZIERES

1/ Détenus par HAUDIS

La SCI Hauts de Maizières (HDM), dont le capital est composé de 2 500 parts, est détenue à hauteur de 2 499 parts par HAUDIS, soit 99,96% du capital social.

2 410 titres, soit 96,40% du capital social, ont été acquis le 01/01/1998 pour un montant de 3 569 euros et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 113 175 euros à cette même date.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 3 659
- Quote part des capitaux propres : -113 175 * 96,40%	+ <u>109 101</u>
- Total	+ 112 760

89 titres ont été acquis le 30/04/2005 pour un montant de 2 euros, et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 575 954 euros en date du 30/04/2005.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 2
- Quote part des capitaux propres : -575 954 * 0,08%	+ <u>20 504</u>
- Total	+ 20 506

L'écart d'acquisition global est donc de 133 266 euros.

2/ Détenus par METZDIS

La SCI Hauts de Maizières (HDM), dont le capital est composé de 2 500 parts, est détenue à hauteur de 1 part par METZDIS, soit 0,04% du capital social.

Le titre, soit 0,04% du capital social, a été acquis le 15/12/2005 pour un montant de 2 euros et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 575 954 euros au 30/04/2005.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 2
- Quote part des capitaux propres : -575 654 * 0,04%	+ <u>230</u>
- Total	+ 232

• **HAUDIS S.A.S.**

La société FINHAUDIS S.A.S. (ayant fait l'objet d'une TUP dans la société HAUDIS S.A.S.), dont le capital est composé de 1 384 743 actions, est détenue à hauteur de 1 384 621 actions par la société METZDIS soit 99,99% du capital social.

Les 1 384 621 actions, soit 99,99% ont été acquises le 15/12/2005 pour un montant de 26 944 658 euros et les capitaux propres étaient créditeurs pour un montant de 18 305 742 euros à cette même date.

Les 122 actions, soit 0,01% ont été acquises le 11/01/2007 pour un montant de 1 220 euros et les capitaux étaient créditeurs pour un montant de 18 305 742 euros à cette même date.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 26 944 658
- Quote part des capitaux propres :	- 18 305 742
- Plus-value sur fonds de commerce	- 2 370 189
- Valeur des filiales HAUDIS	- <u>4 898 833</u>
- Total	+ 1 369 894

▪ **Ecarts d'acquisition négatifs**

Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».

Les écarts d'acquisitions négatifs sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée de 15 ans

La société HAUDIS S.A.S., dont le capital est composé de 2 500 actions, est détenue à hauteur de 8 actions par la société METZDIS soit 0,32% du capital social.

Les actions ont été acquises le 15/12/2005 pour un montant de 34 925 euros et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 12 698 102 euros à cette même date.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 34 925
- Quote part des capitaux propres : (-12 923 807*0,32%)	- <u>41 356</u>
- Total	- 6 431

3.4-Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Un mali de fusion comptabilisé dans la société METZDIS pour un montant de 8 640 136 € a été transféré dans les comptes sociaux des immobilisations incorporelles vers les immobilisations financières, conformément au règlement ANC 2015-06.

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

▪ Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture.

Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

b) Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Un mali de fusion comptabilisé dans la société METZDIS pour un montant de 8 640 136 € a été transféré dans les comptes sociaux des immobilisations incorporelles vers les immobilisations financières, conformément au règlement ANC 2015-06.

c) Stocks

Les stocks des sociétés METZDIS, CHAT et CHEZ PIERRE sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgv et les cpv)

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

d) Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

e) Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

f) Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Les écarts temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal sont traduits dans les comptes.

Les effets de variations de taux d'impôts et/ou le changement de règles fiscales sur les actifs et passifs d'impôts différés existant affectent le résultat de l'exercice.

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

L'impôt est calculé sans actualisation.

Les impôts différés sont calculés sur :

- Les décalages fiscaux temporaires
- Les retraitements de crédit-bail
- Les indemnités de retraite
- Les éliminations de cessions internes d'immobilisations

Conformément au règlement 99-02, le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt différé doit être réexaminé à chaque clôture.

Conformément au règlement 99-02, §310 et 312, les actifs d'impôt différé, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles, à des crédits d'impôt ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

g) Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

h) Engagements de retraite

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux.

Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les engagements de retraite ont été calculés en évaluant selon la méthode prospective (méthode préférentielle), ce que la société devrait verser à ses salariés partant en retraite, en fonction :

- De la législation sociale et de la convention collective nationale appliquée par la société,
- De la durée d'activité restante des salariés supposés présents au moment de leur départ en retraite en fonction du taux de rotation du personnel et des tables de mortalité,
- Des salaires réévalués jusqu'à la date de départ en retraite,
- Du taux d'actualisation de 1.30%.

Les engagements de retraite sont déterminés en retenant l'hypothèse selon laquelle le départ est à l'initiative du salariés (âge retenu : 63 ans).

Le calcul de l'engagement de retraite a été effectuée en tenant compte des charges sociales.

i) Dividendes intragroupes

La SCI IMOWAPP a versé 115 559 € à METZDIS SAS au titre de la distribution de son résultat de l'exercice clos au 31/12/2016.

j) Ecritures intragroupes

Les créances et dettes réciproques ainsi que les produits et charges réciproques ont été éliminés.

k) Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des « provisions qui ne correspondent pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

l) Intégration fiscale

Les sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale sont les suivantes : METZDIS – HAUDIS – SUNSHINE – CHAT – SOLOMAX – SCI SIDUAH – SCI LES HAUTS DE MAIZIERES – JNB

METZDIS est la société mère de cette intégration fiscale.

La troisième conception, dite « la méthode de réallocation des économies », définie dans l'avis relatif aux règles comptables applicables aux sociétés qui optent pour le régime de l'intégration fiscale du Conseil National de la Comptabilité (avis n°37 du CNC du 2 juin 1989), a été choisie, notamment en ce qui concerne la répartition de l'impôt sur les sociétés.

Dans cette conception :

- Les charges d'impôt sont supportées par chacune des sociétés (mère et filiale) comme en l'absence d'intégration fiscale, sauf pour les sociétés intégrées qui ont été déficitaires pendant l'intégration et qui sont redevenues bénéficiaires (compte tenu du produit constaté antérieurement) ;
- Les économies d'impôt réalisées par le groupe grâce aux déficits sont réallouées immédiatement aux sociétés déficitaires, qui bénéficient ainsi d'un produit immédiat ;

Les économies ou complément d'impôt, réalisées par le groupe, liées aux corrections des assiettes fiscales sont conservées chez la société mère ;

- Les économies d'impôt liées à l'utilisation des avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont utilisées par la société mère pour le paiement de l'IS.

m) CICE

Il a été constaté au 31 janvier 2018 un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi d'un montant de 462 25 euros, calculé en fonction des salaires versés du 1er janvier au 31 décembre 2017.

Ce crédit d'impôt a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le CICE de l'année 2016 a été utilisé conformément à son objet d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. Des actions ont été menées en matière d'investissement, de recherche, d'innovation de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, de reconstitution du fonds de roulement. En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

n) Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

Certains crédits-bails immobiliers ont fait l'objet d'une levée d'option au cours de l'exercice clos au 31 janvier 2008, la valeur des biens repris à cette date est de 111 348 € au lieu de 8 842 042 € dans les contrats initiaux.

Dans les comptes sociaux de la société METZDIS au 31 janvier 2010, les titres relatifs à la S.A. HAUDIS ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation d'un montant global de 9 550 000 €, dont au titre de la distribution massive intervenue en 2009/2010 pour un montant de 3 750 000 €, le reste au titre des éléments incorporels. Dans les comptes consolidés, le montant de 9 550 000 € a été éliminé au titre de la provision pour dépréciation des titres de participation : une provision pour dépréciation du fonds de commerce a été constituée pour un montant de 5 800 000 €.

La société METZDIS a acquis au 04/07/2015 45 parts de la société HAUDIS au prix de 126 765 €. Cette acquisition n'a pas généré d'écart d'acquisition comme constaté lors de la première acquisition des titres ventilée entre construction et fonds de commerce.

4. Notes annexes sur les postes du bilan

4.1-Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	19 711 686	19 711 686						
Amortissements des écarts d'acquisition	(7 943 600)	(8 037 516)			(93 916)			
Provisions des écarts d'acquisition								
Valeur nette	11 768 086	11 674 170			(93 916)			
Ecarts d'acquisition - passif	6 431	6 431						
Reprise - écarts d'acquisition - passif	(4 790)	(5 219)						(429)
Valeur nette	1 641	1 212						(429)

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux entités suivantes :

Libellé	Brut	Amortissement	Dépréciation	Net
Ecart d'acquisition	19 711 686	(8 037 516)		11 674 170
Partenaires				
P-HAUDIS				
P-SCI SIDUAH	18 578 758	(6 911 133)		11 667 625
P-SCI HAUTS MAIZIERES	999 430	(996 021)		3 409
	133 498	(130 362)		3 136
Partenaires hors groupe				
Ecart d'acquisition - passif	6 431		(5 219)	1 212
Partenaires				
P-HAUDIS	6 431		(5 219)	1 212
Partenaires hors groupe				

4.2-Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv. Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de recherche & développement							
Concessions, brevets et droits similaires, brevets licences	372 866	378 028	5 160				
Droit au bail							
Fonds commercial	165 980	181 914		(24 066)		40 000	
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes s/imm. incorp.							
Immobilisations incorporelles	538 846	559 940	5 160	(24 066)		40 000	
Terrains	1 895 319	1 562 667	2 307	(334 959)			
Agencements et aménagements de terrains							
Constructions	17 851 247	17 866 338	15 092				
Constructions sur sol d'autrui	12 226 514	12 241 641	15 127				
Installations techniques, matériel & outillage	5 349 978	5 515 925	162 637			3 310	
Autres immobilisations corporelles	4 893 755	5 368 466	523 574	(96 066)		2 203	45 000
Immobilisations corporelles en cours	45 000						(45 000)
Avances et acomptes s/imm. corp.							
Immobilisations corporelles	42 261 812	42 555 037	718 737	(431 025)		5 513	
Immobilisations corporelles et incorporelles	42 800 658	43 114 976	723 897	(455 091)		45 513	
Dont immobilisations en crédit-bail							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	13 934 114	13 838 048					

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements des frais d'établissement							
Amortissements des frais de rech. & développ.	(52 720)	(52 720)					
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(360 821)	(365 670)	(4 849)				
Amortissements droit au bail							
Amortissements fonds commercial							
Amortissements des autres immos incorp.							
Immobilisations incorporelles	(413 541)	(418 390)	(4 849)				
Amort. sur agencements et aménagements de terrains							
Amortissements des constructions	(10 261 428)	(10 412 597)	(151 169)				
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	(5 828 046)	(6 378 880)	(550 834)				
Amortissements install. tech. matériel & outil	(3 571 205)	(3 890 549)	(316 227)			(3 117)	
Amortissements des autres immobilisations corp.	(3 559 981)	(3 737 922)	(272 042)	96 066		(1 966)	
Immobilisations corporelles	(23 220 659)	(24 419 948)	(1 290 273)	96 066		(5 083)	
Immobilisations corporelles et incorporelles	(23 634 200)	(24 838 338)	(1 295 121)	96 066		(5 083)	
Dont immobilisations en crédit-bail							
Amortissements des immobilisations incorporelles							
Amortissements des immobilisations corporelles	(8 596 057)	(8 568 048)					

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Libellé	Immobilisations incorporelles	Amortissements des immobilisations incorporelles	Provisions des immobilisations incorporelles	Valeur nette
Ouverture	538 846	(413 541)		125 305
Augmentation (Inv,Emp)	5 160			5 160
Dotation		(4 849)		(4 849)
Diminution (Cess. Remb.)	(24 066)			(24 066)
Reprise				
Autres variations				
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre	40 000			40 000
Clôture	559 940	(418 390)		141 550

Libellé	Immobilisations corporelles	Amortissements des immobilisations corporelles	Provisions des immobilisations corporelles	Valeur nette
Ouverture	42 261 812	(23 220 659)		19 041 153
Augmentation (Inv,Emp)	718 737			718 737
Dotation		(1 290 273)		(1 290 273)
Diminution (Cess. Remb.)	(431 025)	96 066		(334 959)
Reprise				
Autres variations		(24 066)		(24 066)
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre	5 513	(5 083)		430
Clôture	42 555 037	(24 419 948)		18 135 088

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux comptes

4.3-Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la Situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	12 473	1 008	500	(5 413)			8	(6 560)
Dividendes à recevoir								
Créances rattachées à des participations - part								
Créances rattachées à des participations - part								
Intérêts courus sur créances et prêts								
Versements restant à effectuer sur titres de								
Titres immobilisés (non courants)	3 894 426	4 332 980	490 555	(52 000)				
Titres immobilisés (courants)								
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille								
Prêts								
Dépôts et cautions versés	95 659	102 043	6 383					
Autres créances immobilisées	98 957	100 001	2 025	(981)				
Actions propres								
Prêts, cautions et autres créances -	8 640 136	8 640 136						
Prêts, cautions et autres créances -								
Versements restant à effectuer sur titres immo								
Compte d'ajustement (intra-groupe haut de								
Compte de Liaison (Intra-groupe haut de bilan								
Compte de Liaison (Cessions internes)								
Immobilisations financières	12 741 651	13 176 168	499 463	(58 394)			8	(6 560)
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	12 741 651	13 176 168	499 463	(58 394)			8	(6 560)

La synthèse des immobilisations financières est la suivante :

Libellé	Immobilisations financières	Provisions sur immobilisations financières	Valeur nette
Ouverture	12 741 651		12 741 651
Augmentation (Inv. Emp)			
Dotation	499 463		499 463
Diminution (Cess. Remb.)			
Reprise	(58 394)		(58 394)
Autres variations			
Effet de change et réévaluation			
Variations de périmètre			
Clôture	(6 553)		(6 553)
	13 176 168		13 176 168

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 << 5 ans	> 5 ans
Créances rattachées à des participations - part > 1 an				
Créances rattachées à des participations - part < 1 an				
Intérêts courus sur créances et prêts				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
Autres créances immobilisées	102 043	102 043		
Prêts, cautionnements et autres créances - part > 1 an	100 001	100 001		
Prêts, cautionnements et autres créances - part < 1 an	8 640 136	8 640 136		
Créances - Actif immobilisé	8 842 179	8 842 179		

4.4- Stocks et en-cours

Libellé	Brut	Dépréciat.	Clôture	Brut	Dépréciat.	Ouverture
Stocks M. fournitures et aut. Approvisionnements	48 914		48 914	41 735		41 735
En-cours de biens						
En-cours de services						
Produits intermédiaires finis						
Stocks de marchandises	10 805 461	(1 886 748)	8 918 713	10 353 866	(1 482 083)	8 871 783
Stocks et en-cours	10 854 375	(1 886 748)	8 967 627	10 395 601	(1 482 083)	8 913 518

S&S VDB et ASSOCIES

4.5-Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	Brut	Dépréciat.	Clôture	Brut	Dépréciat.	Ouverture
Avances et acomptes versés sur commandes	263 899		263 899	(52 980)		(52 980)
Clients et comptes rattachés - part > 1 an						
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	1 413 967	(22 660)	1 391 307	1 500 710	(13 942)	1 486 768
Clients et comptes rattachés	1 677 866	(22 660)	1 655 206	1 447 730	(13 942)	1 433 788
Créances sur personnel & org. sociaux - part > 1 an						
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	1 708		1 708	3 475		3 475
Créances fiscales hors IS - part > 1 an						
Créances fiscales hors IS - part < 1 an	918 193		918 193	384 464		384 464
Impôts différés - actif	(0)		(0)	206 972		206 972
Créances liées à l'intégration fiscale						
Etat, Impôt sur les bénéfices - part > 1 an						
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	409 038		409 038	411 334		411 334
Comptes courants - part > 1 an		(533)	(333)		(9 069)	(9 069)
Comptes courants - part < 1 an	399 612	(972 247)	(572 635)	146 870	(489 299)	(342 429)
Actionnaires : capital appelé non versé						
Créances sur cessions d'actifs - part > 1 an						
Créances sur cessions d'actifs - part < 1 an				470 000		470 000
Autres créances - part > 1 an				152 484		152 484
Autres créances - part < 1 an	487 754	(5 235)	482 519	318 505	(13 593)	304 911
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)						
Intérêts courus sur créances						
Compte d'ajustement (intra-groupe bas de bilan)						
Compte de liaison (Ecritures d'élimination)						
Compte de liaison (intra-groupe bas de bilan)						
Charges à répartir						
Primes sur obligations - part > 1 an						
Primes sur obligations - part < 1 an						
Compte de liaison actif						
Ecart de conversion - actif						
Charges constatées d'avance - part > 1 an						
Charges constatées d'avance - part < 1 an	518 531		518 531	447 277		447 277
Autres créances et comptes de régularisation	2 734 836	(977 816)	1 757 020	2 541 382	(511 962)	2 029 420
Total	4 412 702	(1 000 475)	3 412 226	3 989 112	(525 904)	3 463 208

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Total	< 1an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes versés sur commandes	263 899	263 899		
Clients et comptes rattachés - part > 1 an				
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	1 413 967	1 413 967		
Clients et comptes rattachés	1 677 866	1 677 866		
Créances sur personnel & org. sociaux - part > 1an				
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	1 708	1 708		
Créances fiscales hors IS - part > 1an				
Créances fiscales hors IS- part < 1an	918 193	918 193		
Impôts différés - actif	(0)	(0)		
Créances liées à l'intégration fiscale				
Etat, Impôt sur les bénéfices - part > 1an				
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1an	409 038	409 038		
Comptes courants - part > 1an				
Comptes courants - part < 1an	399 612	399 612		
Actionnaires : capital appelé non versé				
Créances sur cessions d'actifs - part > 1an				
Créances sur cessions d'actifs - part < 1an				
Autres créances - part > 1an				
Autres créances - part < 1an	487 754	487 754		
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)				
Intérêts courus sur créances				
Total	2 216 305	2 216 305		
Total Créances	3 894 171	3 894 171		

4.6-Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
VMP - Equivalents de trésorerie		
Disponibilités		
Intérêts courus non échus s/ dispo	1 540 827	2 124 527
Provisions sur VMP - Equivalent de trésorerie		
Trésorerie active	1 540 827	2 124 527
Concours bancaires (trésorerie passive)	5 955 936	4 991 764
Trésorerie passive	5 955 936	4 991 764
Trésorerie à court terme	(4 415 109)	(2 867 238)
VMP - Autres placements		
Intérêts courus non échus s/ VMP	402 410	402 410
Placements à court terme	402 410	402 410
Actions propres		
Concours bancaires (dettes)	(1 111)	
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie passive assimilée une dette	(1 111)	
Trésorerie à long terme	403 521	402 410
Trésorerie nette	(4 011 588)	(2 464 828)

Les comptes à terme ne sont pas présentés dans le tableau de flux de trésorerie car ils n'ont pas été ouverts moins de 3 mois avant la clôture, conformément à l'avis n°30 de l'OEC.

4.7-Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges - part > 1 an							
Provisions pour litiges - part < 1 an							
Provisions pour garanties - part > 1 an							
Provisions pour garanties - part < 1 an							
Provisions pour pertes de change							
Provisions pour pertes sur contrats - part > 1 an							
Provisions pour pertes sur contrats - part < 1 an							
Autres provisions pour risques - part > 1 an							
Autres provisions pour risques - part < 1 an	934 673	1 426 969	548 236	(53 940)			
Provisions pour pensions et retraites - part > 1 an	537 276	585 636	48 371	(11)			
Provisions pour pensions et retraites - part < 1 an							
Provisions pour restructurations - part > 1 an							
Provisions pour restructurations - part < 1 an							
Autres provisions pour charges - part > 1 an							
Autres provisions pour charges - part < 1 an	1 392 161	1 392 494	927 617	(927 284)			
Impôts différés - passif	2 159 442	1 834 368					(325 074)
Provisions et impôts différés	5 023 551	5 239 466	1 522 224	(981 235)			(325 074)

La synthèse des postes autres fonds propres, écarts d'acquisition passif et provisions est la suivante :

Libellé	Subv. d'investissement nettes - non courant	Subv. d'investissement nettes - courant	Quote-part des subv. inv. affectée au résultat	Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	Total
Ouverture		151 179	(10 079)			141 100
Augmentation (Inv,Emp)		16 298				16 298
Dotation			(11 243)			(11 243)
Diminution (Cess, Remb.)						
Reprise						
Autres variations						
Effet de change et réévaluation						
Variations de périmètre						
Clôture		167 477	(21 321)			146 156

Au 31/01/2018, les provisions pour risques concernent principalement METZDIS et HAUDIS. Il s'agit notamment :

- Chez METZDIS :
 - Provision pour points fidélités, montant provisionné : 917 617 euros.
 - Contrôles URSSAF en 2011 et en 2015, montants provisionnés : 16 206 euros au titre de 2011 et 44 442 euros au titre de 2015
 - Contrôle fiscal 2017, montant provisionné : 110 779 euros au titre de la Tascom à payer de 2014 à 2017
 - Divers litiges prud'homaux, montant total provisionné : 85 915 euros
 - Assignation par le ministère de l'économie du GALEC en date du 28/02/2018, montant provisionné : 339 962 euros.
 - Assurandis, montant provisionné : 17 958 euros

- Chez HAUDIS :
- Litige avec un ancien locataire, montant provisionné : 795 000 euros.
- Provision pour grosses réparations, montant provisionné : 474 877 euros.

Au 31/01/2018, la provision pour retraite se décompose ainsi :

Société	Engagements au 31/01/2017	Dotation	Reprise	Engagements au 31/01/2018
METZDIS	518 003	44 634	0	562 637
CHAT	6 584	0	-11	6 573
SOLOMAX	0	191	0	191
SUNSHINE	12 689	3 546	0	16 235
TOTAL	537 276	48 371	-11	585 636

4.8-Dettes financières

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts obligataires - part > 1 an							
Emprunts obligataires - part < 1 an							
Emprunts auprès établis de crédit - part > 1 an	22 073 627	18 223 147	620 000	(4 519 671)			49 191
Emprunts auprès établis de crédit - part < 1 an	69 657	397 684	400 000	(2 316)			(69 657)
Dépôts et cautionnements reçus	232 012	169 168	8 813	(36 772)			(34 886)
Emission titres part. et avances de l'état - part > 1 an							
Emission titres part. & av. de l'Etat - part < 1 an	7 022	7 022					
Autres emprunts et dettes assimilées - part > 1 an							
Autres emprunts et dettes assimilées - part < 1 an							
Intérêts courus sur emprunts	(18 892)	37 849		(12 916)			69 657
Dettes rattachées à des participations	160 258	125 030	71 034	(106 262)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	5 955 936	4 991 764					(963 858)
Concours bancaires (dettes)	(1 111)						
Intérêts courus non échus - passif							
Emprunts et dettes financières	28 478 509	23 951 664	1 099 847	(4 677 936)			(949 553)
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>							
Emprunts et dettes financières	147 072	75 501					

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires - part > 1 an				
Emprunts obligataires - part < 1 an				
Emprunts auprès établis. de crédit - part > 1 an	18 223 147	1 050 320	14 488 842	2 683 985
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	397 684	397 684		
Dépôts et cautionnements reçus	169 168	169 168		
Emission titres part. et avances de l'état - part > 1 an				
Emission titres part. & av. de l'Etat - part < 1 an	7 022	7 022		
Autres emprunts et dettes assimilées - part > 1 an				
Autres emprunts et dettes assimilées - part < 1 an				
Intérêts courus sur emprunts	37 849	37 849		
Dettes rattachées à des participations	125 030	125 030		
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 991 764	4 991 764		
Concours bancaires (dettes)				
Intérêts courus non échus - passif				
Dettes financières	23 951 664	6 778 836	14 488 842	2 683 985

4.9-Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs - part > 1 an		
Dettes fournisseurs - part < 1 an	5 735 867	5 864 939
Avances, acomptes reçus sur commandes	(121 688)	225 311
Fournisseurs et comptes rattachés	5 614 179	6 090 249
Dettes sociales - part > 1 an		
Dettes sociales - part < 1 an	2 387 272	3 087 544
Dettes fiscales (hors IS) - part > 1 an		
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	1 136 631	1 491 927
Dettes liées à l'intégration fiscale		
Etat - impôts sur les bénéfices - part > 1 an		
Etat - impôts sur les bénéfices - part < 1 an		
Comptes courants - passif - part > 1 an		
Comptes courants groupe - part < 1 an	37 415	460 192
Dettes s/ acquis. d'actifs - part > 1 an		
Dettes s/ acquis. d'actifs - part < 1 an	11 387	16 215
Dividendes à payer		
Autres dettes - part > 1 an		
Autres dettes - part < 1 an	567 651	402 177
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	41 801	41 124
Intérêts courus sur dettes		
Compte de liaison passif		
Ecart de conversion passif		
Produits constatés d'avance - part > 1 an		
Produits constatés d'avance - part < 1 an	114 513	112 495
Autres dettes et comptes de régularisation	4 296 652	5 591 674
Total	9 910 831	11 681 923

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs - part > 1 an				
Dettes fournisseurs - part < 1 an				
Avances, acomptes reçus sur commandes	5 864 939	5 864 939		
Fournisseurs et comptes rattachés	225 311	225 311		
	6 090 249	6 090 249		
Dettes sociales - part > 1 an				
Dettes sociales - part < 1 an				
Dettes fiscales (hors IS) - part > 1 an	3 067 544	3 067 544		
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an				
Dettes liées à l'intégration fiscale	1 491 927	1 491 927		
Etat - impôts sur les bénéfices - part > 1 an				
Etat - impôts sur les bénéfices - part < 1 an				
Comptes courants - passif - part > 1 an				
Comptes courants groupe - part < 1 an				
Dettes s/ acquis. d'actifs - part > 1 an	460 192	460 192		
Dettes s/ acquis. d'actifs - part < 1 an				
Dividendes à payer	16 215	16 215		
Autres dettes - part > 1 an				
Autres dettes - part < 1 an				
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	402 177	402 177		
Intérêts courus sur dettes	41 124	41 124		
Compte de liaison passif				
Ecart de conversion passif				
Produits constatés d'avance - part > 1 an				
Produits constatés d'avance - part < 1 an				
Autres dettes et comptes de régularisation	112 495	112 495		
	5 591 674	5 591 674		

5. Notes annexes sur les impôts différés

Libellé	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Impôts différés - actif	206 972	(0)	80 396				(287 369)
Impôts différés - passif	2 159 442	1 834 368	(20 197)				(304 877)
Valeur nette d'impôt différé	(1 952 470)	(1 834 368)	100 594				17 508
Dont :							
Données sociales							
Fiscalité différée (décalages temporaires)	40 151	105 599	65 448				
Fiscalité différée (écritures manuelles)	(3 638 351)	(304 877)	16 120				
Annulation du social pour les MEE							
Valeur nette par catégorie	(3 598 200)	(199 278)	81 568				
Autres	1 645 730	(1 635 089)	19 026				17 508
Valeur nette par catégorie	(1 952 470)	(1 834 368)	100 594				17 508

6. Notes annexes sur les postes du compte de résultat

6.1-Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens	95 104 639	90 685 081
Production vendue de services	597 737	500 332
Produits des activités annexes	2 477 292	2 237 948
Ventes et Production intra-groupe	713 903	779 786
Rabais, remises et ristournes accordés		
Chiffres d'affaires	(1 356 999)	(1 279 288)
	97 536 571	92 903 859

6.2-Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Rep /Amt & Prov. immo incorporelles	4 304	3 345
Rep /Amt & Prov. immo corporelles		
Rep /Prov. risques & charges d'exploit		
Rep /Prov. engagements de retraite	981 224	927 038
Rep /Prov. sur actif circulant	11	166 879
Transferts de charges d'exploitation	427 688	474 145
Autres produits	160 552	159 830
Autres produits d'exploitation	629 171	584 167
	2 202 949	2 315 403

6.3-Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats de marchandises		
Achats d'études et prestations de services	(74 159 144)	(70 268 173)
Autres achats	(436 256)	(364 946)
Achats intra-groupe		
Achats non stockés de matières et fournitures		
Variation stocks de marchandises	(1 013 787)	(1 019 560)
Achat mp. fournit & aut. appro	451 346	221 989
Var. stocks mp. fournit & autres appro	(252 756)	(224 836)
Achats consommés	5 179	(2 550)
	(75 405 419)	(71 658 078)

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

6.4- Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance		
Redevances de crédit-bad	(853 531)	(756 153)
Locations immobilières et charges locatives	(12 553)	(6 418)
Locations mobilières et charges locatives	(260 810)	(172 970)
Autres services extérieurs	(474 685)	(445 376)
Primes d'assurances	(291 934)	(262 369)
Autres services extérieurs	(141 892)	(163 646)
Redevances	(54 333)	(55 316)
Personnel détaché et intérimaire		
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(7 327)	(53 122)
Publicité, publications, relations publiques	(291 674)	(338 881)
Transport	(1 142 274)	(1 187 815)
Déplacements, missions et réceptions	(130)	(183)
Frais postaux et frais de télécommunications	(79 234)	(76 717)
Frais bancaires	(38 812)	(37 492)
Autres charges externes	(314 380)	(295 860)
Autres charges	(419 905)	(495 653)
Autres charges d'exploitation	(30 264)	(32 390)
	(4 413 536)	(4 380 343)

6.5- Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts et taxes	(277 737)	(246 599)
Impôts et taxes	(1 219 970)	(1 228 623)
	(1 497 707)	(1 475 221)

6.6- Charges de personnel

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel		
Charges de sécurité soc. et de prevoy	(8 438 604)	(8 125 974)
Autres charges de personnel	(2 500 421)	(2 385 634)
Charges de personnel	(80 476)	(79 928)
	(11 019 501)	(10 591 536)

6.7- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2018	2017
Dot./Amt. & Prov. immo incorporelles		
Dot./Amt. & Prov. immo corporelles	(4 849)	(5 501)
Dot./Amt. charges d'exploit. à répartir	(1 290 273)	(1 317 015)
Dot./Prov. risques & charges d'exploit.		
Dot./Prov. engagements de retraite	(1 473 853)	(1 482 614)
Dot./Prov. pour des actifs circulants	(48 371)	
Dotations d'exploitation	(823 976)	(1 165 381)
	(3 641 322)	(3 970 511)

6.8-Produits financiers

Libellé	2018	2017
Dividendes des autres participations		
Dividendes des participations consolidées	295	12 294
Revenus des créances rattachées à des participations		
Produits sur créances et VMP	231	71
Rep /Prov. nsques et ch financiers	5 050	2 267
Rep /Provisions actifs financiers		
Reprise sur provisions dépréciation titres - groupe		
Transfert de charges financières		79 655
Gains de change sur opérations financières		
Gains de change sur achats de marchandises		
Gains de change sur autres achats externes		
Gains de change sur autres charges externes		
Gains de change sur ventes de biens		
Gains de change sur ventes de produits		
Gains de change sur ventes de services		
Produits nets sur cession de VMP		
Autres produits financiers		
Autres produits financiers - groupe	10 782	10 631
Produits financiers	16 357	105 118

6.9-Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts		
Pertes sur créances financières et VMP	(487 304)	(603 559)
Pertes de change sur opérations financières	(42 489)	(46 086)
Pertes de change sur achats de marchandises		
Pertes de change sur autres achats externes		
Pertes de change sur autres charges externes		
Pertes de change sur ventes de biens		
Pertes de change sur ventes de produits		
Pertes de change sur ventes de services		
Autres charges financières		
Autres charges financières - groupe	(10 861)	(6 337)
Dot /Amt primes de remb des obligations		
Dot/Prov risques et charges financiers		
Dot/Provisions sur actifs financiers		
Dotations provisions dépréciation titres - groupe		
Charges financières	(540 654)	(655 982)

SARL et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

6.10- Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits excep s/ exercices antérieurs	4 095	27 679
Produits de cession de titres (conso.)	328 892	212 972
Produits de cession d'immo incorp		338 000
Produits de cession d'immo corp	591 738	132 000
Produits de cession de titres	295 055	50
Produits de cession d'autres élém actif		
Subv invest virées au résultat, de l'ex.	11 243	10 079
Autres produits exceptionnels		45
Produits de fusion		
Incidence des changements de méthode et juste valeur		
Boni provenant du rachat d'actions propres		
Rep sur provisions réglementées		
Rep excep /Prov. pour R&C exceptionnels		(0)
Rep excep prov. Immo Fin (impairment)		
Rep excep / Prov. actif circulant	915	56 899
Reprises except sur autres provisions		
Transfert de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels	1 231 938	777 724

6.11- Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		
Charges excep sur exercices antérieurs	(56 089)	(22 336)
VNC des titres conso cédés	(55 606)	(66 700)
VNC des immo incorp cédées	(5 413)	
VNC des immo corp cédées	(24 066)	
VNC des titres cédés	(334 959)	(132 406)
+/- valeur de consolidation	(52 001)	(50)
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Charges de fusion		
Incidence des changements de méthode		
Mali provenant du rachat d'actions propres		
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		
Dotations aux provisions réglementées		(3 814)
Dot aux prov pour R&C exceptionnels	(0)	0
Dot excep prov. Immo Fin (impairment)		
Dot excep /Prov. actif circulant		
Dot aux prov pour dépréciation exceptionnelles	(482 948)	
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Compte de liaison (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Charges exceptionnelles	(1 011 083)	(225 306)

6.12- Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(56 089)	(22 336)
Charges excep sur exercices antérieurs	(55 806)	(66 700)
VNC des titres conso cédés	(5 413)	
VNC des immo incorp cédées	(24 066)	
VNC des immo corp cédées	(334 959)	(132 406)
VNC des titres cédés	(52 001)	(50)
+/- value de consolidation		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Charges de fusion		
Incidence des changements de méthode		
Mali provenant du rachat d'actions propres		
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(3 814)
Dotations aux provisions réglementées	(0)	0
Dot aux prov pour R&C exceptionnels		
Dot excep prov Immo Fin (impairment)		
Dot excep Prov. actif circulant	(482 948)	
Dot aux prov pour depreciation exceptionnelles		
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Compte de liaison (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Charges exceptionnelles	(1 011 083)	(225 306)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	3 458 594
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	(1 152 865)
Effets des différences de base	(73 677)
Effets des différences de taux	88 562
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	503 449
Effets des déficits non activés	
Ecritures manuelles sur Impôt	
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(634 531)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(634 530)
Taux effectif d'impôt	18,35%

7. Autres Informations

7.1- Effectifs

Libellé	2018	2017
Effectif moyen interne		
Cadres	308	343
Agents de maîtrise et techniciens	18	19
Employés	33	35
Ouvriers	254	280
	3	9
Effectif moyen Intérimaire		
Intérimaires		

7.2-Engagements hors-bilan

❖ **Dettes Garanties par des suretés personnelles**

TOTAL : 1 629 900 euros

➤ **METZDIS**

Cauton solidaire de Mr et Mme BRAMAS limitée à 200 000 €, en garantie d'un emprunt bancaire de 15 255 000 € contracté par Metzdis auprès du Crédit Agricole Alsace Lorraine 200 000

En cours au 31/01/2018 :

3 530 117

Cauton solidaire de Mr et Mme BRAMAS limitée à 200 000 €, en garantie d'un emprunt bancaire de 5 000 000 € contracté par Metzdis auprès de la Caisse d'épargne 200 000

En cours au 31/01/2018 :

1 255 308

Cauton solidaire de Mr et Mme BRAMAS limitée à 195 000 €, en garantie d'un emprunt bancaire de 3 000 000 € contracté par Metzdis auprès de la Caisse d'épargne 195 000

En cours au 31/01/2018 :

743 984

Cauton solidaire de Mr Jean-Luc BRAMAS à hauteur de 200 000€, en garantie d'un emprunt bancaire de 400 000€ contracté par METZDIS auprès de la banque EDEL. 200 000

Conseil d'administration du 25/05/2011

En cours au 31/01/2018 :

44 387

Cauton solidaire de Mr Jean-Luc BRAMAS à hauteur de 50% du principal, majoré - des intérêts, frais et accessoires, avec le consentement exprès de Mme Nathalie BRAMAS, en garantie d'une ouverture de crédit de 1 500 000€ sur 12 mois contractée par METZDIS auprès de la banque EDEL. 834 900

Conseil d'administration du 13/02/2014

En cours au 31/01/2018 :

949 821

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

❖ **Dettes Garanties par des suretés réelles**

TOTAL : 17 925 212 euros

➤ **METZDIS**

1 CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE, CAISSE D'EPARGNE, SOCIETE GENERALE

Nantissement des 1.384.621 actions de la société FINHAUDIS
et des 8 actions de la société SA HAUDIS au profit des établissements suivants :

- Le Crédit Agricole de Lorraine à hauteur de 15 255 000 €
- La Caisse d'Epargne de Lorraine à hauteur de 5 000 000 €
- La Caisse d'Epargne de Champagne Ardennes à hauteur de 3 000 000 €
- La Société Générale à hauteur de 7 210 000 €

En cours au 31/01/2018 :

7 074 408

Conseil d'administration du 15/12/2005

2 BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE

Nantissement par la SAS HAUDIS du fonds de commerce d'hypermarché,
en 6ème rang, au profit de la Banque Populaire de Lorraine Champagne
à hauteur de 250 000 €.

En cours au 31/01/2018 :

19 826

Conseil d'administration du 31/03/2011

3 BANQUE EDEL

Nantissement par la SAS HAUDIS du fonds de commerce d'hypermarché à
hauteur de 300 000€, en garantie d'un emprunt bancaire de 400 000€ contracté par
METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 :

44 387

Contrat de prêt du 25/05/2011

SAS VNB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

4 BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE

Nantissement par la SAS HAUDIS du fonds de commerce d'hypermarché, en 9ème rang, au profit de la Banque Populaire de Lorraine Champagne, à hauteur de 270 000 €.

En cours au 31/01/2018 :

31 988

Conseil d'administration du 26/05/2011

5 BANQUE EDEL

Nantissement par la SAS HAUDIS en 17ème rang de son fonds de commerce, plafonné à 1 500 000€, en garantie d'une ouverture de crédit de 1 500 000€ sur 12 mois contractée par METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 :

949 821

Conseil d'administration du 13/02/2014

6 BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE

Nantissement en rang utile de 2 483 actions de la société HAUDIS, à hauteur de 1 100 000€, que détient la société METZDIS, en garantie d'un concours bancaire de 1 100 000€ sur 7 ans contracté chez la BPLC

En cours au 31/01/2018 :

764 205

Conseil d'administration du 13/11/2014

7 BANQUES

Nantissement du chef de la SAS HAUDIS de son fonds de commerce en rang utile à hauteur et en garantie des concours bancaires contractés auprès de :

- BPI France	2 200 000 €
- BANQUE POPULAIRE	1 100 000 €
- BANQUE EDEL	1 050 000 €
- CREDIT AGRICOLE	1 000 000 €

En cours au 31/01/2018 :

3 088 160

Conseil d'administration du 13/11/2014

➤ **HAUDIS**

1 CREDIT AGRICOLE

En 2008 pour un emprunt de 500 000 euros sur 12 ans

. Nantissement en 1er rang pari passu avec OSEO
sur le fonds de commerce de l'hypermarché.

. Capital restant dû au 31/01/2018

110 086

2 OSEO

En 2008 pour un emprunt de 500 000 euros sur 12 ans

- Nantissement fonds de commerce hyper en
2e rang en concurrence avec le CRCA, après OSEO
et CRCA inscrit en concurrence

. Capital restant dû au 31/01/2018

61 663

3 OSEO

En 2012 pour un emprunt de 325 000 euros sur 7 ans

Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché à hauteur de 110 000 euros

. Capital restant dû au 31/01/2018

82 904

4 OSEO

En 2012 pour un emprunt de 460 000 euros sur 10 ans

- Nantissement fonds de commerce hyper en
rang utile

. Capital restant dû au 31/01/2018

189 483

5 BPI FINANCEMENT

En 2014 pour un emprunt de 1 850 000 euros sur 12 ans

- Nantissement en rang utile avec le crédit
agricole (120K€) et la BPLC (1 850 K€)

. Capital restant dû au 31/01/2018

1 530 915

6 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Nantissement des parts sociales de la SCI Les Hauts De Maizières

. Capital restant dû au 31/01/2018

657 665

7 CREDIT AGRICOLE

En 2014 pour un emprunt de 120 000 €

Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché

. Capital restant dû au 31/01/2018

96 803

8 BANQUE POPULAIRE

En 2014 pour un emprunt de 1 850 000 €

Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché
Nantissement en rang utile de 2 483 actions de la société HAUDIS
détenues par la société METZDIS

. Capital restant dû au 31/01/2018

1 591 229

9 BANQUE POPULAIRE

En 2017 pour un emprunt de 620 000 €

Nantissement du fonds de commerce en rang 20

. Capital restant dû au 31/01/2018

620 000

➤ **SCI IMMOWAPP**

1 OSEO

Hypothèque de 1er rang, pari passu avec la Banque Populaire Lorraine Champagne, sur un terrain de 8 470 m² à Woippy ainsi que sur les constructions à y édifier, et ce en garantie d'un emprunt de 1 400 000 €.

801 552

Date d'autorisation : 08/06/2010

En cours au 31/12/2017 : 801 552

2 BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE

Hypothèque de 1er rang, pari passu avec OSEO sur un immeuble non bâti situé Route de Thionville à Woippy en garantie d'un emprunt de 350 000 €.

210 117

Date d'autorisation : 16/10/2010

En cours au 31/12/2017 : 210 117

❖ Engagements donnés

TOTAL : 13 588 247euros

> METZDIS

1 Au profit de la société FANPAG

1 040 520

Caution au profit de la société FANPAG au profit du CREDIT COOPERATIF en garantie d'un concours bancaire de 6 670 000€ pour une durée de 12 ans et 6 mois dont 6 mois de franchise en capital.

Ce cautionnement est limité à 800 400€ en capital, plus intérêts, commissions, frais et accessoires (240 120€) jusqu'à justification de 3 exercices comptables consécutifs de 12 mois, avec respect simultané des conditions suivantes :

- Capacité d'autofinancement de la société SODICHAMP après versement des dividendes à la société FANPAG, supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital) et
- Un résultat net de la société SODICHAMP positif (sans report à nouveau négatif) et supérieur ou égal au remboursement annuel (en capital + intérêts) de la dette sénior sur la société FANPAG
- Capacité d'autofinancement de la société FANPAG supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital)

Conseil d'administration du 19/04/2012

2 Au profit de la société FANPAG

729 655

Caution au profit de la société FANPAG au profit de l'établissement OSEO en garantie d'un concours bancaire de 10 000 000€ pour une durée de 12 ans.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

SAS VDB et ASSOCIES

3 Au profit de la société FANPAG

249 341

Caution de la société FANPAG au profit de l'établissement
BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE en garantie d'un concours bancaire
de 3 330 000€ pour une durée de 12 ans dont un différé de 12 mois en capital et intérêts.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans
minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF
consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances
à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

4 Au profit de la société HAUDIS

657 665

Caution au profit de la société HAUDIS au profit de l'établissement BANQUE EDEL en
garantie d'un prêt amortissable d'un montant de 2 200 000€ pour une durée de 84 mois.

Ce cautionnement est fixé jusqu'à concurrence de la somme de 2 200 000€ en principal
plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

Le conseil de parrainage décide que cette caution sera rémunérée au taux de 0.50%
par an calculé sur la moyenne de l'encours bancaire au 31 Décembre de chaque année
(encours bancaire au 1er Janvier + encours bancaire au 31 Décembre divisé par 2).
Les intérêts seront payables annuellement au 31 Décembre de chaque année.

Conseil d'administration du 16/10/2014

5 Au profit de la Société IMMOWAP

131 911

Caution solidaire au profit de la société IMMOWAPP au profit de la BPLC en garantie
d'un concours bancaire d'un montant de 200 000€ pour une durée de 84 mois.

Ce cautionnement est fixé à hauteur de 200 000 €.

Le conseil de parrainage décide que cette caution sera rémunérée au taux de 0.50%
par an calculé sur la moyenne de l'encours bancaire au 31 Décembre de chaque année
(encours bancaire au 1er Janvier + encours bancaire au 31 Décembre divisé par 2).
Les intérêts seront payables annuellement au 31 Décembre de chaque année.

Conseil de parrainage du 30/05/2013

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

6 Au profit de la Société SCAPEST

3 489 849

Caution solidaire et divise de la société SCAPEST en garantie de divers concours bancaires pour un montant global de 125 000 000 € formalisé comme suit :

- Tranche 1 d'une durée de 12 ans pour 76 450 000 € à concurrence de :
CREDIT COOPERATIF pour 14 000 000 €
OSEO pour 13 200 000 €
CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST à concurrence de 12 500 000 €
BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL à concurrence de 21 500 000 €
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE LORRAINE à concurrence de 15 250 000 €

- Tranche 2 d'une durée de 15 ans pour 48 550 000 € à concurrence de :
CREDIT COOPERATIF pour 11 000 000 €
OSEO pour 6 800 000 €
CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST à concurrence de 7 500 000 €
BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL à concurrence de 13 500 000 €
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE LORRAINE à concurrence de 9 750 000 €

- Caution limitée à 3.262 % du montant de chacun des concours soit un montant en capital de 4 345 625 € (majoré des frais, intérêts et accessoires).

Conseil d'administration du 30/05/2013

7 Au profit de la société SODICHAMP

1 060 800

Caution au profit de la société SODICHAMP au profit de l'établissement CREDIT COOPERATIF en garantie d'un concours bancaire de 6 800 000€ pour une durée de 15 ans.

Ce cautionnement est limité à 816 000€ en capital, plus intérêts, commissions, frais et accessoires (244 800€) jusqu'à justification de 3 exercices comptables consécutifs de 12 mois à compter de l'exercice suivant la mise à disposition des fonds, avec respect simultané des conditions suivantes :

- Capacité d'autofinancement de la société SODICHAMP après versement des dividendes à la société FANPAG, supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital) et

- Un résultat net de la société SODICHAMP positif (sans report à nouveau négatif) et supérieur ou égal au remboursement annuel (en capital + intérêts) de la dette sénior sur la société FANPAG

- Capacité d'autofinancement de la société FANPAG supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital)

Conseil d'administration du 19/04/2012

8 Au profit de la société SODICHAMP

812 753

Caution au profit de la société SODICHAMP au profit de l'établissement OSEO en garantie d'un concours bancaire de 10 200 000€ pour une durée de 15 ans.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

9 Au profit de la Société SODICHAMP

278 197

Caution au profit de la société SODICHAMP au profit de l'établissement BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE en garantie d'un concours bancaire de 3 400 000€ pour une durée de 180 mois.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

10 Au profit de la société LEXYDIS

344 375

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement BANQUE ARKEA en garantie d'un concours bancaire de 4 750 000 € pour une durée de 204 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque ARKEA jusqu'à concurrence de la somme de 344 375 € pour une durée de 5 ans minimum

Conseil d'administration du 15/10/2015

11 Au profit de la société LEXYDIS

688 750

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement CREDIT COOPERATIF en garantie d'un concours bancaire de 9 500 000 € pour une durée de 18 ans

Ce cautionnement est consenti au profit du CREDIT COOPERATIF jusqu'à concurrence de la somme de 688 750 € pour une durée de 5 ans minimum

Conseil d'administration du 15/10/2015

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

12 Au profit de la société LEXYDIS

237 500

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL en garantie d'un concours bancaire de 4 750 000 € pour une durée de 216 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL jusqu'à concurrence de la somme de 237 500 € pour une durée minimale de 7 ans

Conseil d'administration du 15/10/2015

13 Au profit de la société LEXYDIS

261 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque ARKEA en garantie d'un concours bancaire de 1 200 000 € pour une durée de 132 mois et un concours bancaire de 4 800 000 € pour une durée de 132 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque ARKEA jusqu'à concurrence de la somme de 261 000 € pour une durée maximum de 3 ans

Conseil d'administration du 15/10/2015

14 Au profit de la société LEXYDIS

166 750

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque EDEL en garantie d'un concours bancaire de 3 335 000 € pour une durée de 132 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque EDEL jusqu'à concurrence de la somme de 166 750 €

Conseil d'administration du 15/10/2015 modifié par conseil de parrainage du 27.04.17

15 Au profit de la société LEXYDIS

100 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 2 000 000 € pour une durée de 6 ans

Ce cautionnement est consenti au profit de la BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT MUTUEL jusqu'à concurrence de la somme de 100 000 €

Conseil d'administration du 15/10/2015

16 Au profit de la société LEXYDIS

50 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque EDEL en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 1 000 000 € pour une durée de 60 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque EDEL jusqu'à concurrence de la somme de 50 000 €

Conseil d'administration du 15/10/2015

17 Au profit de la société LEXYDIS

200 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque EDEL en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 4 000 000 € pour une durée de 12 mois renouvelables

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque EDEL jusqu'à concurrence de la somme de 200 000 €

Conseil d'administration du 27/04/2017

18 Au profit de la société FROUDIS

224 250

Caution au profit de la société FROUDIS (initialement SOVIALDIS) au profit du Crédit Mutuel en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 4 500 000 € pour une durée de 150 mois

Cautionnement limité à 30 % soit 1 350 000 € auquel s'ajoute les intérêts, commissions, frais et accessoires afférents et ce pour une durée de minimale de 5 ans

La caution pourra être levée après ce délai si les comptes du cautionné font ressortir pendant trois exercices consécutifs précédent la mainlevée une capacité d'autofinancement permettant de couvrir au minimum les échéances en capital de toutes les dettes à moyen et long terme.

Conseil de parrainage de la société FINHAUDIS du 25/01/2007

19 Au profit de la société FROUDIS
208 313

Caution au profit de la société FROUDIS (initialement SOVIALDIS) au profit du Crédit Agricole en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 4 500 000 € pour une durée de 150 mois

Cautionnement limité à 30 % soit 1 350 000 € auquel s'ajoute les intérêts, commissions, frais et accessoires afférents et ce pour une durée de minimale de 5 ans
La caution pourra être levée après ce délai si les comptes du cautionné font ressortir pendant trois exercices consécutifs précédant la mainlevée une capacité d'autofinancement permettant de couvrir au minimum les échéances en capital de toutes les dettes à moyen et long terme.

Conseil de parrainage de la société FINHAUDIS du 25/01/2007

20 Au profit de la société SUNSHINE
20 000

Caution au profit de la société SUNSHINE au profit de l'établissement banque CRCA en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 20 000 € pour une durée de 12 mois renouvelables

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque CRCA jusqu'à concurrence de la somme de 20 000 €

> HAUDIS
1 Portée générale

Engagement de la société HAUDIS de ne pas aliéner ou vendre ses actifs, et plus particulièrement son fonds de commerce d'hypermarché à l'enseigne E.LECLERC

Conseil d'administration du 03/01/2006

2 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE POPULAIRE au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 250 000 euros sur une durée de 84 mois.

Conseil d'administration du 31/03/2011

En-cours au 31.01.2018 :

19 826

SAS YDB et ASSOCIES

3 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE POPULAIRE au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 270 000 euros sur une durée de 84 mois.

Conseil d'administration du 26/05/2011

En-cours au 31.01.2018 :

31 988

4 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE EDEL au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 400 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 300 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce à hauteur de 300 000 euros.

Conseil d'administration du 25/05/2011

En-cours au 31.01.2018 :

44 687

5 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE EDEL au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 1 500 000 euros sur une durée de 144 mois.

Cautionnement limité à 1 500 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en 17ème rang à hauteur de 1 500 000 euros.

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/02/2014

En-cours au 31.01.2018 :

949 821

6 Au profit de la Société JNB

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE POPULAIRE au profit de la SARL JNB à hauteur de 300 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 300 000 euros.

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 16/10/2014

En-cours au 31.01.2018 :

194 369

SAS VDB et ASSOCIES

7 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE EDEL au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 1 050 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 1 085 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec BPI Financement et le Crédit Agricole

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 :

672 725

8 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE BPI au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 2 200 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 2 200 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec la banque EDEL et le Crédit Agricole

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 :

1 016 250

9 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès du CREDIT AGRICOLE au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 1 000 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 2 200 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec la banque EDEL et BPI Financement

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 :

634 980

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

10 Au profit de la Société SIDUAH

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE BPI au profit de la SCI SIDUAH à hauteur de 300 000 euros sur une durée de 144 mois.

Cautionnement gagiste limité à 300 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec le CREDIT AGRICOLE

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 :

248 309

11 Au profit de la Société SIDUAH

La société s'est portée caution auprès du CREDIT AGRICOLE au profit de la SCI SIDUAH à hauteur de 500 000 euros sur une durée de 144 mois.

Cautionnement gagiste limité à 500 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec la banque BPI Financement.

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 :

394 001

12 Au profit de la Société CHAT

La société s'est portée caution auprès de la banque EDEL au profit de la SARL CHAT à hauteur de 700 000 euros sur une durée de 120 mois.

Conseil de parainnage du

En-cours au 31.01.2017 :

569 263

13 Au profit de la Société MAXLO

La société s'est portée caution auprès de la Banque populaire au profit de la SCI MAXLO à hauteur de 810 000 euros sur une durée de 120 mois.

Cautionnement rémunéré

Nantissement du fonds de commerce de la société HAUDIS

Conseil de parainnage du

En-cours au 31.01.2018 :

541 791

14 Au profit de la Société MAXLO

Nantissement du fonds de commerce de la société au profit de BPI en garantie d'un concours bancaire de 2 000 000 €.

Conseil de parainnage du 23/01/2017

En-cours au 31.01.2018 :

1 257 462

15 Au profit de la Société SOLOMAX

- Nantissement en rang 21 à hauteur de 200 000 € sur un fonds de commerce exploité par HAUDIS.
Garantie à prendre pour compte commun par BPI à hauteur de 400 000 € au profit de :
BPI à hauteur de 200 000 €
BPALC à hauteur de 200 000 €

Conseil de parainnage du

En-cours au 31.01.2018 : BPI

En-cours au 31.01.2018 : Banque Populaire

197 684

200 000

16 Au profit de la Société WAPPIMMO

Nantissement par la SAS HAUDIS, en rang disponible en concurrence avec la Banque Populaire Lorraine Champagne, de son fonds de commerce, au profit de la banque OSEO Financement, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En-cours au 31.01.2018 :

140 000

17 Au profit de la Société WAPPIMMO

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, appuyée sur le nantissement en rang disponible de son fonds de , pari passu avec OSEO, de son fonds de commerce LECLERC à Hauconcourt, au profit de la Banque Populaire Lorraine Champagne, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En-cours au 31.01.2018 :

143 168

❖ Engagements reçus

TOTAL : 13 588 247 euros

➤ METZDIS

1 BANQUE EDEL

Cautions solidaires de HAUDIS à hauteur de 300 000€ assorties du nantissement de son fonds de commerce, en garantie d'un emprunt bancaire de 400 000€ contracté par METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 :

44 387

Contrat de prêt du 25/05/2011

2 BANQUE EDEL

Cautions solidaires de HAUDIS à hauteur de 1 500 000€ assorties du nantissement - en 17ème rang de son fonds de commerce, en garantie d'une ouverture de crédit de 1 500 000€ sur 12 mois contractée par METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 :

949 821

Conseil d'administration du 13/02/2014

3 BPI FINANCEMENT

Cautions solidaires de HAUDIS à hauteur de 2 200 000€ assorties du nantissement de son fonds de commerce en rang utile en concurrence avec EDEL et le CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE, en garantie d'un concours bancaire de 2 200 000€.

En cours au 31/01/2018 :

1 016 251

Conseil d'administration du 13/11/2014

4 CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE, CAISSE D'EPARGNE, SOCIETE GENERALE

Dans le cadre du financement de l'acquisition des 1.384.621 actions de FINHAUDIS, des 8 actions de HAUDIS, d'une part de la SCI SIDUAH, d'une part de la SCI DES HAUTS DE MAIZIERES, les engagements suivants ont été reçus :

- 1) Pour le prêt de 15.255.000,00 euros sur 25 ans au Crédit Agricole de Lorraine :
- Caution solidaire de M. et Mme BRAMAS limitée à 200.000,00 euros
 - Caution solidaire des parrains au prorata de leur quote-part limitée à 2 ans (Monvel : 15%, sodichamp : 13%, Sodirom : 6%, Denidis : 6%, Fagnières : 6%, Disvalor : 6%, Marlydis : 6%, Villerdis : 6%, Sodivar : 6%, Sodibrag : 6%, Solormag : 6%, Verdun : 6%, Sipan : 6%, Sab : 6%)

En cours au 31/01/2018 :

3 530 117

- 2) Pour le prêt de 5.000.000,00 euros de la Caisse d'Epargne de Lorraine et le prêt de 3.000.000,00 euros de la Caisse d'Epargne de Champagne-Ardenne :
- Caution solidaire et personnelle de M. et Mme BRAMAS à hauteur de 200.000,00 euros
 - Caution solidaire à objet spécial des parrains sur la totalité des prêts Caisse d'Epargne au prorata de leurs quotités respectives (détail : idem paragraphe 1)
- La durée de cautionnement : 5 ans consécutifs de caf consolidé permettant le remboursement annuel de l'ensemble des prêts bancaires actuels et à venir des sociétés appartenant au périmètre de consolidation.

En cours au 31/01/2018 :

1 999 292

- 3) Pour le prêt de 7.210.000,00 euros de la Société Générale
- Caution solidaire de M. et Mme BRAMAS à hauteur de 10% en principal du montant financé
 - Caution des parrains à hauteur de 40% en principal du montant financé, à savoir 2.884.000,00 euros, réparti entre les parrains (détail : idem paragraphe 1)
- Caution limitée à 3 exercices après la reprise effective de l'exploitation à la condition qu'il y ait 3 exercices bénéficiaires consécutifs et que chaque année les résultats nets dégagés par la société d'exploitation soient suffisants pour assurer le remboursement de l'emprunt et que la caf permette le remboursement des autres dettes

En cours au 31/01/2018 :

1 545 000

Conseil d'administration du 15/12/2005

5 BANQUE EDEL

Caution solidaire de HAUDIS à hauteur de 1 050 000€ assortie du nantissement - en 17ème rang de son fonds de commerce, pari passu avec BPI France, Crédit agricole et Banque Populaire

En cours au 31/01/2018 :

672 725

Conseil de parrainage du 13/11/2014

➤ **HAUDIS**

1 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Caution solidaire de la société METZDIS

. Capital restant dû au 31/01/2018

657 665

2 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Nantissement des parts sociales de la Sci Les Hauts De Maizières appartenant à la société HAUDIS

. Capital restant dû au 31/01/2018

657 665

3 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Caution solidaire de Mr BRAMAS avec le consentement exprès de Mme BRAMAS

En-cours au 31.01.2018

298 935

➤ **CHAT**

1 EDEL

Caution solidaire de la SAS HAUDIS, à hauteur de 700 000 €

En cours au 31/01/2018 :

569 269

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

➤ **SOLOMAX**

1 BPI France

En garantie d'un emprunt de 200 000 €

- Nantissement de la SAS HAUDIS de son fonds de commerce
en concurrence de rang avec la banque Populaire Alsace Lorraine Champagne

- Production d'un bail commercial de 9 ans afférent à l'immeuble

- Nantissement en rang utile à hauteur de 200 000 € en concurrence de rang
avec la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne d'un fonds de commerce
à créer de vente de commerce de détail de tous produits alimentaires et non
alimentaires, et notamment de produits de catégorie bio

Date d'autorisation :

En cours au 31/01/2018 :

197 684

2 BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

En garantie d'un emprunt de 200 000 €

- Nantissement de fonds de commerce en rang 1 à hauteur de
200 000 € sur un fonds de commerce de magasin bio
garantie à prendre pour compte commun par BPI à hauteur de 400 000 €
au profit de :
BPI à hauteur de 200 000 €
BPALC à hauteur de 200 000 €

- Nantissement en rang 21 à hauteur de 200 000 € sur un fonds
de commerce exploité par HAUDIS.
garantie à prendre pour compte commun par BPI à hauteur de 400 000 €
au profit de :
BPI à hauteur de 200 000 €
BPALC à hauteur de 200 000 €

Date d'autorisation :

En cours au 31/01/2018 :

200 000

➤ **JNB**

1 BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

Caution de la SAS HAUDIS, à hauteur de 300 000 €

Date d'autorisation : 16/10/2014

En cours au 31/01/2018 :

194 369

SAS VERTUS SOCIÉTÉS

Commissaire aux Comptes

➤ **SIDUAH**

1 BPI France

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, à hauteur de 300 000 € assortie du nantissement de son fonds de commerce sis à HAUCONCOURT, en rang utile et en concurrence avec le Crédit Agricole de Lorraine

Date d'autorisation : 13/11/2014

En cours au 31/01/2018 :

248 309

2 CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, à hauteur de 500 000 € assortie du nantissement de son fonds de commerce sis à HAUCONCOURT, en rang utile et en concurrence avec BPI France

Date d'autorisation : 13/11/2014

En cours au 31/01/2018 :

394 001

➤ **WAPPIMMO**

1 OSEO

Nantissement par la SAS HAUDIS, en rang disponible en concurrence avec la Banque Populaire Lorraine Champagne, de son fonds de commerce, au profit de la banque OSEO Financement, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En cours au 31/12/2017 :

140 000

2 BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, appuyée sur le nantissement en rang disponible de son fonds de , pari passu avec OSEO, de son fonds de commerce LECLERC à Hauconcourt, au profit de la Banque Populaire Lorraine Champagne, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En cours au 31/12/2017 :

143 168

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

1.2-Bilan consolidé

CERTIFIÉ CONFORME

Closure Ouverture

Libellé

Capital souscrit non appelé		
Ecart d'acquisition	11 674 170	11 768 086
Immobilisations incorporelles	141 550	125 305
Immobilisations corporelles	18 135 088	19 041 153
Immobilisations financières	13 176 168	12 740 737
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	43 126 976	43 675 281
Stocks et en-cours	8 967 627	8 913 518
Clients et comptes rattachés	1 655 208	1 433 788
Impôts différés - actif	(0)	206 972
Autres créances et comptes de régularisation	1 757 020	1 822 448
Valeurs mobilières de placement	402 410	402 410
Disponibilités	2 124 527	1 540 827
Intérêts courus non échus s/ dispo.		
Actif circulant	14 906 790	14 319 962
Total Actif	58 033 766	57 995 243
Capital	40 000	40 000
Primes liées au capital		
Ecart de réévaluation		
Réserves	14 104 959	11 788 209
Résultat net (Part du groupe)	2 720 081	2 343 069
Capitaux propres (part du groupe)	16 865 040	14 171 278
Intérêts minoritaires	148 305	268 333
Autres fonds propres	146 156	141 100
Ecart d'acquisition passif	1 212	1 641
Provisions et impôts différés	5 239 466	5 023 551
Provisions	5 386 835	5 166 293
Emprunts et dettes financières	23 951 664	28 478 509
Fournisseurs et comptes rattachés	6 090 249	5 614 179
Autres dettes et comptes de régularisation	5 591 674	4 296 652
Dettes	35 633 586	38 389 340
Total Passif	58 033 766	57 995 243

19 2019

RZ



E. Leclerc

Comptes consolidés au 31 janvier 2018

Groupe METZDIS

E
FIDUEST
PARTENAIRES CONSEIL

FIDUCIAIRE RHENANE
D'AUDIT & COMPTABILITE
Société d'Expertise Comptable

SAS VDB et ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

Table des matières

1.1-	Compte de résultat consolidé	3
1.2-	Bilan consolidé	4
1.3-	Tableau de flux de trésorerie consolidé	5
1.4-	Variations des capitaux propres	6
2.1	Présentation du groupe et évolution	7
2.2	Faits marquants de l'exercice	8
2.3	Changements de méthodes	8
2.4	Comptes consolidés et incidence des effets de périmètre	8
3.1-	Principes généraux	9
3.2-	Périmètre et méthodes de consolidation	9
a)	Périmètre de consolidation	9
b)	Variation du périmètre de consolidation	10
c)	Chiffres clés au 31/01/2018 des comptes sociaux (hors élimination des intercos)	10
3.3-	Écarts d'acquisition et écart d'évaluation	11
3.4-	Règles et méthodes comptables	13
4.1-	Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	18
4.2-	Immobilisations corporelles et incorporelles	19
4.3-	Immobilisations financières et titres mises en équivalence	21
4.4-	Stocks et en-cours	22
4.5-	Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	23
4.6-	Trésorerie nette	25
4.7-	Provisions	25
4.8-	Dettes financières	28
4.9-	Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	29
6.1-	Chiffre d'affaires	32
6.2-	Autres produits d'exploitation	32
6.3-	Achats consommés	32
6.4-	Charges externes	33
6.5-	Impôts et taxes	33
6.6-	Charges de personnel	33
6.7-	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	33
6.8-	Produits financiers	34
6.9-	Charges financières	34
6.10-	Produits exceptionnels	35
6.11-	Charges exceptionnelles	35
6.12-	Impôts sur les résultats et preuve d'impôts	36
7.1-	Effectifs	37
7.2-	Engagements hors-bilan	38
7.3-	Rémunérations des commissaires aux comptes	60
7.4-	Rémunération des dirigeants	60
7.5-	Résultats sectoriels	60

1- États financiers

1.1- Compte de résultat consolidé

Libellé	2018	2017
Chiffres d'affaires	97 536 571	92 903 859
Autres produits d'exploitation	2 202 949	2 315 403
Produits d'exploitation	99 739 521	95 219 261
Achats consommés	(75 405 419)	(71 658 078)
Autres charges d'exploitation	(4 413 536)	(4 380 343)
Impôts et taxes	(1 497 707)	(1 475 221)
Charges de personnel	(11 019 501)	(10 591 536)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(3 641 322)	(3 970 511)
Charges d'exploitation	(95 977 485)	(92 075 689)
Résultat d'exploitation	3 762 036	3 143 572
Produits financiers	16 357	105 118
Charges financières	(540 654)	(655 982)
Résultat financier	(524 297)	(550 863)
Opérations en commun		
Résultat courant des entreprises intégrées	3 237 739	2 592 709
Produits exceptionnels	1 231 938	777 724
Charges exceptionnelles	(1 011 083)	(225 306)
Résultat exceptionnel	220 855	552 417
Impôts sur les résultats	(634 530)	(698 837)
Résultat net des entreprises intégrées	2 824 064	2 446 289
Dotations aux prov. des écarts d'acquisition (impairment)		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(93 487)	(93 487)
Quote-part dans les résultats des entreprises en mises en équiv.		
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 730 577	2 352 802
Intérêts minoritaires	10 496	9 733
Résultat net (Part du groupe)	2 720 081	2 343 069
Résultat par action	680,02	585,77
Résultat dilué par action	680,02	585,77

SAS VDB et ASSOCIÉS

Commissaire aux Comptes

1.2-Bilan consolidé

Libellé	Clôture	Ouverture
Capital souscrit non appelé		
Ecart d'acquisition	11 674 170	11 768 086
Immobilisations incorporelles	141 550	125 305
Immobilisations corporelles	18 135 088	19 041 153
Immobilisations financières	13 176 168	12 740 737
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	43 126 976	43 675 281
Stocks et en-cours	8 967 627	8 913 518
Clients et comptes rattachés	1 655 206	1 433 788
Impôts différés - actif	(0)	206 972
Autres créances et comptes de régularisation	1 757 020	1 822 448
Valeurs mobilières de placement	402 410	402 410
Disponibilités	2 124 527	1 540 827
Intérêts courus non échus s/ dispo.		
Actif circulant	14 906 790	14 319 962
Total Actif	58 033 766	57 995 243
Capital	40 000	40 000
Primes liées au capital		
Ecart de réévaluation		
Réserves	14 104 959	11 788 209
Résultat net (Part du groupe)	2 720 081	2 343 069
Capitaux propres (part du groupe)	16 865 040	14 171 278
Intérêts minoritaires	148 305	268 333
Autres fonds propres	146 156	141 100
Ecart d'acquisition passif	1 212	1 641
Provisions et impôts différés	5 239 466	5 023 551
Provisions	5 386 835	5 166 293
Emprunts et dettes financières	23 951 664	28 478 509
Fournisseurs et comptes rattachés	6 090 249	5 614 179
Autres dettes et comptes de régularisation	5 591 674	4 296 652
Dettes	35 633 586	38 389 340
Total Passif	58 033 766	57 995 243

1.3-Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2018	2017
Résultat net total des entités consolidées	2 730 577	2 352 802
Dotations / Reprises aux amortissements et provisions	2 022 170	1 822 150
Variation de l'impôt différé	(100 594)	2 906
Eléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur	(11 243)	(10 079)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(470 354)	(337 595)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE		
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	1 577 178	(288 653)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	5 747 734	3 541 531
Acquisitions d'immobilisations	(1 218 511)	(1 882 448)
Cessions d'immobilisations	887 773	558 610
Incidence des variations de périmètre	4 750	
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(325 987)	(1 323 837)
Émissions d'emprunts	1 116 145	498 056
Remboursements d'emprunts	(4 677 936)	(4 450 029)
Dividendes versés des filiales	711	(16 901)
Dividendes reçus/versés de la société mère	(208 222)	(154 227)
Augmentations / réductions de capital		
		(125)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(3 769 302)	(4 123 227)
Variation de change & juste valeur sur Trésorerie		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	1 652 445	(1 905 533)
Trésorerie : ouverture	(4 415 109)	(2 416 089)
Trésorerie : correction à-nouveaux / reclassements	(11 094)	
Trésorerie : clôture	(2 867 238)	(4 415 109)

1.4-Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts minoritaires - Capitaux propres
N-2	40 000		10 088 216			1 854 221	11 982 437	275 501
Affectation du résultat N-1			1 854 221			(1 854 221)		
Distribution/ brut versé			(154 227)				(154 227)	(16 901)
Var. de capital en numéraire et souscrip								
Résultat						2 343 069	2 343 069	9 733
Autres augmentations, diminutions								
Reclass, restruct., chang. de méth.								
Ecart de conv. - Effet de change								
Variations de périmètre								
Autres			0			(0)	0	0
N-1	40 000		11 788 208			2 343 069	14 171 278	268 333
Affectation du résultat N-1			2 346 311			(2 346 311)		
Distribution/ brut versé			(208 222)				(208 222)	711
Var. de capital en numéraire et souscrip								
Résultat						2 720 081	2 720 081	10 496
Autres augmentations, diminutions			140 347				140 347	(132 622)
Reclass, restruct., chang. de méth.			(8 247)				(8 247)	1 687
Ecart de conv. - Effet de change								
Variations de périmètre			46 560			3 243	49 803	
Autres			0			(0)	(0)	
N	40 000		14 104 959			2 720 081	16 865 040	148 305

2. Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

2.1 Présentation du groupe et évolution

La société mère :

S.A.S. METZDIS

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Hypermarché

Un contrat de location gérance permet à la société METZDIS S.A.S. d'exploiter le fonds de commerce de la société HAUDIS S.A.S.

Les sociétés filiales :

S.A.S. HAUDIS

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : bailleur de fonds de commerce.

Détention : 99.32%

Les sociétés filiales de la S.A.S. HAUDIS

SARL SUNSHINE

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Agence de voyages

Détention : 100%

SARL SOLOMAX

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Commerce de produits alimentaires et non alimentaires bio.

Détention : 100%

SARL CHAT

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Centre Auto

Détention : 100%

SARL JNB

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Station de lavage automobile

Détention : 100%

SAS VDB et ASSOCIES

SCI SIDUAH

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière - Galerie Marchande et Centre Auto

Détention : 99%

SCI HAUTS DE MAIZIERES

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière – Terrain / Parking

Détention : 99.96%

SCI WAPPIMMO

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière – Terrain et autres immobiliers

Détention : 99%

SCI IMMOWAPP

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Location immobilière – Terrain et autres immobiliers

Détention : 100% en usufruit

SARL CHEZ PIERRE

Centre commercial E.LECLERC - Breuil Hordal – 57280 HAUCONCOURT

Activité : Charcuterie

Détention : 50%

2.2 Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2018 est marqué par l'entrée dans le périmètre de consolidation de la SARL CHEZ PIERRE.

La société SOLOMAX a démarré une nouvelle activité au cours de cet exercice.

2.3 Changements de méthodes

Aucun changement de méthode n'est à signaler au titre de l'exercice 2017 / 2018.

2.4 Comptes consolidés et incidence des effets de périmètre

La SARL CHEZ PIERRE est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} février 2017.

3. Méthodes et principes de consolidation

3.1-Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

Les comptes consolidés ont été arrêtés au 31/01/2018.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Date de clôture et durée des exercices

Société	Date de clôture N	Durée exercice N (en mois)	Date de clôture N-1	Durée exercice N-1 (en mois)
S.A.S. METZDIS	31/01/2018	12	31/01/2017	12
S.A.S. HAUDIS	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL SUNSHINE	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL SOLOMAX	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL CHAT	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SARL JNB	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SCI SIDUAH	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SCI HAUTS DE MAIZIERES	31/01/2018	12	31/01/2017	12
SCI WAPPIMMO	31/12/2017	12	31/12/2016	12
SCI IMMOWAPP	31/12/2017	12	31/12/2016	12
SARL CHEZ PIERRE	31/01/2018	12		

3.2-Périmètre et méthodes de consolidation

a) Périmètre de consolidation

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
METZDIS	IG	100,00	100,00
HAUDIS	IG	99,32	99,32
CHAT	IG	99,32	99,32
SOLOMAX	IG	99,32	99,32
SUNSHINE	IG	99,32	99,32
JNB	IG	99,32	99,32
SCI SIDUAH	IG	98,33	98,33
SCI HAUTS MAIZIERES	IG	99,32	99,32
SCI WAPPIMMO	IG	98,33	98,33
SCI IMMOWAPP	IG	100,00	100,00
CHEZ PIERRE	IP	49,66	N/A

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes



E. Leclerc

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Au 31 janvier 2018, le périmètre comprenait 11 sociétés contre 10 sociétés au cours de l'exercice précédent.

Toutes sont intégrées globalement excepté la SARL CHEZ PIERRE qui est intégrée proportionnellement.

b) Variation du périmètre de consolidation

La SARL CHEZ PIERRE est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} février 2017.

c) Chiffres clés au 31/01/2018 des comptes sociaux (hors élimination des intercos)

Société du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffres d'affaires (en K€)
METZDIS	56 452 K€	82 501 K€
HAUDIS	22 649 K€	2 974 K€
CHAT	1 778 K€	13 133 K€
SOLOMAX	839 K€	64 K€
SUNSHINE	1 953 K€	831 K€
JNB	373 K€	162 K€
SIDUAH	4 301 K€	651 K€
HDM	2 615 K€	116 K€
WAPPIMMO	885 K€	70 K€
IMMOWAPP	2 041 K€	225 K€
CHEZ PIERRE	124 K€	197 K€
Total	91 882 K€	96 265 K€

3.3-Écarts d'acquisition et écart d'évaluation

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à la valeur d'utilité des actifs et des passifs,
Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition, ou, en l'absence de marché, à la valeur nette vénale des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

▪ Ecarts d'acquisition positifs

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

• Titres de la SCI SIDUAH

1/ Détenus par HAUDIS

La SCI SIDUAH, dont le capital est composé de 100 parts, était détenue à hauteur de 100 parts par la société HAUDIS soit 100% du capital social.

100 titres, soit 100% du capital ont été acquis le 10/01/2000 pour un montant de 1 783 806 euros et les capitaux propres étaient créditeurs pour un montant de 153 167 euros au 31/12/2000.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 1 783 806
- Quote-part des capitaux propres : 153 167 * 100%	- 153 167
- Retraitement de la plus-value sur construction	- 974 000
- Impôt sur la plus-value sur construction	+ <u>324 667</u>
- Total	+ 981 306

Une part des 100 parts a été cédée le 30/04/2003 ; la SCI SIDUAH est détenue à hauteur de 99 parts par la société HAUDIS soit 99% du capital social.

2/ Détenus par METZDIS

La SCI SIDUAH, dont le capital est composé de 100 parts, est détenue à hauteur de 1 part par la société METZDIS soit 1% du capital social.

Le titre, soit 1% du capital social a été acquis le 15/12/2005 pour un montant de 20 415 euros et les capitaux propres étaient créditeurs pour un montant de 229 091 euros au 30/04/2005.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 20 415
- Quote part des capitaux propres : 229 091 * 1%	- <u>2 291</u>
- Total	+ 18 124



E. Leclerc

• Titres de la SCI HAUTS DE MAIZIERES

1/ Détenus par HAUDIS

La SCI Hauts de Maizières (HDM), dont le capital est composé de 2 500 parts, est détenue à hauteur de 2 499 parts par HAUDIS, soit 99,96% du capital social.

2 410 titres, soit 96,40% du capital social, ont été acquis le 01/01/1998 pour un montant de 3 569 euros et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 113 175 euros à cette même date.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 3 659
- Quote part des capitaux propres : -113 175 * 96,40%	+ <u>109 101</u>
- Total	+ 112 760

89 titres ont été acquis le 30/04/2005 pour un montant de 2 euros, et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 575 954 euros en date du 30/04/2005.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 2
- Quote part des capitaux propres : -575 954 * 0,08%	+ <u>20 504</u>
- Total	+ 20 506

L'écart d'acquisition global est donc de 133 266 euros.

2/ Détenus par METZDIS

La SCI Hauts de Maizières (HDM), dont le capital est composé de 2 500 parts, est détenue à hauteur de 1 part par METZDIS, soit 0,04% du capital social.

Le titre, soit 0,04% du capital social, a été acquis le 15/12/2005 pour un montant de 2 euros et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 575 954 euros au 30/04/2005.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

- Prix d'achat des parts sociales	+ 2
- Quote part des capitaux propres : -575 654 * 0,04%	+ <u>230</u>
- Total	+ 232

SAS VOR et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes



• **HAUDIS S.A.S.**

La société FINHAUDIS S.A.S. (ayant fait l'objet d'une TUP dans la société HAUDIS S.A.S.), dont le capital est composé de 1 384 743 actions, est détenue à hauteur de 1 384 621 actions par la société METZDIS soit 99,99% du capital social.

Les 1 384 621 actions, soit 99,99% ont été acquises le 15/12/2005 pour un montant de 26 944 658 euros et les capitaux propres étaient créditeurs pour un montant de 18 305 742 euros à cette même date.

Les 122 actions, soit 0,01% ont été acquises le 11/01/2007 pour un montant de 1 220 euros et les capitaux étaient créditeurs pour un montant de 18 305 742 euros à cette même date.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

-	Prix d'achat des parts sociales	+ 26 944 658
-	Quote part des capitaux propres :	- 18 305 742
-	Plus-value sur fonds de commerce	- 2 370 189
-	Valeur des filiales HAUDIS	<u>- 4 898 833</u>
-	Total	+ 1 369 894

▪ **Ecart d'acquisition négatifs**

Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».

Les écarts d'acquisitions négatifs sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée de 15 ans

La société HAUDIS S.A.S., dont le capital est composé de 2 500 actions, est détenue à hauteur de 8 actions par la société METZDIS soit 0,32% du capital social.

Les actions ont été acquises le 15/12/2005 pour un montant de 34 925 euros et les capitaux propres étaient débiteurs pour un montant de 12 698 102 euros à cette même date.

L'écart d'acquisition a été déterminé de la manière suivante :

-	Prix d'achat des parts sociales	+ 34 925
-	Quote part des capitaux propres : (-12 923 807*0,32%)	<u>- 41 356</u>
-	Total	- 6 431

3.4- Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Un mali de fusion comptabilisé dans la société METZDIS pour un montant de 8 640 136 € a été transféré dans les comptes sociaux des immobilisations incorporelles vers les immobilisations financières, conformément au règlement ANC 2015-06.

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

▪ Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture.

Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

b) Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Un mali de fusion comptabilisé dans la société METZDIS pour un montant de 8 640 136 € a été transféré dans les comptes sociaux des immobilisations incorporelles vers les immobilisations financières, conformément au règlement ANC 2015-06.

c) Stocks

Les stocks des sociétés METZDIS, CHAT et CHEZ PIERRE sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgv et les cpv)

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

d) Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

e) Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

f) Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Les écarts temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal sont traduits dans les comptes.

Les effets de variations de taux d'impôts et/ou le changement de règles fiscales sur les actifs et passifs d'impôts différés existant affectent le résultat de l'exercice.

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

L'impôt est calculé sans actualisation.

Les impôts différés sont calculés sur :

- Les décalages fiscaux temporaires
- Les retraitements de crédit-bail
- Les indemnités de retraite
- Les éliminations de cessions internes d'immobilisations

Conformément au règlement 99-02, le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt différé doit être réexaminé à chaque clôture.

Conformément au règlement 99-02, §310 et 312, les actifs d'impôt différé, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles, à des crédits d'impôt ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

g) Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

h) Engagements de retraite

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux.

Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les engagements de retraite ont été calculés en évaluant selon la méthode prospective (méthode préférentielle), ce que la société devrait verser à ses salariés partant en retraite, en fonction :

- De la législation sociale et de la convention collective nationale appliquée par la société,
- De la durée d'activité restante des salariés supposés présents au moment de leur départ en retraite en fonction du taux de rotation du personnel et des tables de mortalité,
- Des salaires réévalués jusqu'à la date de départ en retraite,
- Du taux d'actualisation de 1.30%.

Les engagements de retraite sont déterminés en retenant l'hypothèse selon laquelle le départ est à l'initiative du salariés (âge retenu : 63 ans).

Le calcul de l'engagement de retraite a été effectuée en tenant compte des charges sociales.

i) Dividendes intragroupes

La SCI IMOWAPP a versé 115 559 € à METZDIS SAS au titre de la distribution de son résultat de l'exercice clos au 31/12/2016.

j) Ecritures intragroupes

Les créances et dettes réciproques ainsi que les produits et charges réciproques ont été éliminés.

k) Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des « provisions qui ne correspondent pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

l) Intégration fiscale

Les sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale sont les suivantes : METZDIS – HAUDIS – SUNSHINE – CHAT – SOLOMAX – SCI SIDIUAH – SCI LES HAUTS DE MAIZIERES – JNB

METZDIS est la société mère de cette intégration fiscale.

La troisième conception, dite « la méthode de réallocation des économies », définie dans l'avis relatif aux règles comptables applicables aux sociétés qui optent pour le régime de l'intégration fiscale du Conseil National de la Comptabilité (avis n°37 du CNC du 2 juin 1989), a été choisie, notamment en ce qui concerne la répartition de l'impôt sur les sociétés.

Dans cette conception :

- Les charges d'impôt sont supportées par chacune des sociétés (mère et filiale) comme en l'absence d'intégration fiscale, sauf pour les sociétés intégrées qui ont été déficitaires pendant l'intégration et qui sont redevenues bénéficiaires (compte tenu du produit constaté antérieurement) ;
- Les économies d'impôt réalisées par le groupe grâce aux déficits sont réallouées immédiatement aux sociétés déficitaires, qui bénéficient ainsi d'un produit immédiat ;

Les économies ou complément d'impôt, réalisées par le groupe, liées aux corrections des assiettes fiscales sont conservées chez la société mère ;

- Les économies d'impôt liées à l'utilisation des avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont utilisées par la société mère pour le paiement de l'IS.

m) CICE

Il a été constaté au 31 janvier 2018 un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi d'un montant de 462 25 euros, calculé en fonction des salaires versés du 1er janvier au 31 décembre 2017.

Ce crédit d'impôt a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le CICE de l'année 2016 a été utilisé conformément à son objet d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. Des actions ont été menées en matière d'investissement, de recherche, d'innovation de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, de reconstitution du fonds de roulement. En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

n) Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

Certains crédits-bails immobiliers ont fait l'objet d'une levée d'option au cours de l'exercice clos au 31 janvier 2008, la valeur des biens repris à cette date est de 111 348 € au lieu de 8 842 042 € dans les contrats initiaux.

Dans les comptes sociaux de la société METZDIS au 31 janvier 2010, les titres relatifs à la S.A. HAUDIS ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation d'un montant global de 9 550 000 €, dont au titre de la distribution massive intervenue en 2009/2010 pour un montant de 3 750 000 €, le reste au titre des éléments incorporels. Dans les comptes consolidés, le montant de 9 550 000 € a été éliminé au titre de la provision pour dépréciation des titres de participation : une provision pour dépréciation du fonds de commerce a été constituée pour un montant de 5 800 000 €.

La société METZDIS a acquis au 04/07/2015 45 parts de la société HAUDIS au prix de 126 765 €. Cette acquisition n'a pas généré d'écart d'acquisition comme constaté lors de la première acquisition des titres ventilée entre construction et fonds de commerce.

4. Notes annexes sur les postes du bilan

4.1-Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	19 711 686	19 711 686						
Amortissements des écarts d'acquisition	(7 943 600)	(8 037 516)			(93 916)			
Provisions des écarts d'acquisition								
Valeur nette	11 768 086	11 674 170			(93 916)			
Ecart d'acquisition - passif	6 431	6 431						
Reprise - écarts d'acquisition - passif	(4 790)	(5 219)						(-429)
Valeur nette	1 641	1 212						(429)

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux entités suivantes :

Libellé	Brut	Amortissement	Dépréciation	Net
Ecart d'acquisition	19 711 686	(8 037 516)		11 674 170
Partenaires				
P-HAUDIS	18 578 758	(6 911 133)		11 667 625
P-SCI SIDUAH	999 430	(996 021)		3 409
P-SCI HAUTS MAIZIERES	133 498	(130 362)		3 136
Partenaires hors groupe				
Ecart d'acquisition - passif	6 431		(5 219)	1 212
Partenaires				
P-HAUDIS	6 431		(5 219)	1 212
Partenaires hors groupe				

4.2-Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess., Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de recherche & développement							
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	372 888	378 026	5 160				
Droit au bail							
Fonds commercial	165 980	181 914		(24 066)		40 000	
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes s/imm. incorp.							
Immobilisations incorporelles	538 868	559 940	5 160	(24 066)		40 000	
Terrains	1 895 319	1 562 687	2 307	(334 959)			
Agencements et aménagements de terrains							
Constructions	17 851 247	17 666 338	15 092				
Constructions sur sol d'autrui	12 226 514	12 241 641	15 127				
Installations techniques, matériel & outillage	5 349 978	5 515 925	162 637			3 310	
Autres immobilisations corporelles	4 893 755	5 368 466	523 574	(96 066)		2 203	45 000
Immobilisations corporelles en cours	45 000						(45 000)
Avances et acomptes s/imm. corp.							
Immobilisations corporelles	42 261 812	42 555 037	718 737	(431 025)		5 513	
Immobilisations corporelles et incorporelles	42 800 680	43 114 976	723 897	(455 091)		45 513	
Dont immobilisations en crédit-bail							
Immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles	13 934 114	13 838 048					

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess., Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements des frais d'établissement							
Amortissements des frais de rech. & développ.	(52 720)	(52 720)					
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(360 821)	(365 670)	(4 849)				
Amortissements droit au bail							
Amortissements fonds commercial							
Amortissements des autres immos incorp.							
Immobilisations incorporelles	(413 541)	(418 390)	(4 849)				
Amort. sur agencements et aménagements de terrains							
Amortissements des constructions	(10 261 426)	(10 412 597)	(151 169)				
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	(5 828 046)	(6 378 880)	(550 834)				
Amortissements install. tech. matériel & outill.	(3 571 205)	(3 890 549)	(316 227)			(3 117)	
Amortissements des autres immobilisations corp.	(3 559 981)	(3 737 922)	(272 042)	96 066		(1 966)	
Immobilisations corporelles	(23 220 659)	(24 419 948)	(1 290 273)	96 066		(5 083)	
Immobilisations corporelles et incorporelles	(23 634 200)	(24 838 338)	(1 295 121)	96 066		(5 083)	
Dont immobilisations en crédit-bail							
Amortissements des immobilisations incorporelles							
Amortissements des immobilisations corporelles	(8 596 057)	(8 568 048)					

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Libellé	Immobilisations incorporelles	Amortissements des immobilisations incorporelles	Provisions des immobilisations incorporelles	Valeur nette
Ouverture	538 846	(413 541)		125 305
Augmentation (Inv,Emp)	5 160			5 160
Dotation		(4 849)		(4 849)
Diminution (Cess. Remb.)	(24 066)			(24 066)
Reprise				
Autres variations				
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre	40 000			40 000
Clôture	559 940	(418 390)		141 550

Libellé	Immobilisations corporelles	Amortissements des immobilisations corporelles	Provisions des immobilisations corporelles	Valeur nette
Ouverture	42 261 812	(23 220 659)		19 041 153
Augmentation (Inv,Emp)	7 18 737			7 18 737
Dotation		(1 290 273)		(1 290 273)
Diminution (Cess. Remb.)	(431 025)	96 066		(334 959)
Reprise				
Autres variations		(24 066)		(24 066)
Effet de change et réévaluation				
Variations de périmètre	5 513	(5 083)		430
Clôture	42 555 037	(24 419 948)		18 135 088

SAS VDB et ASSOCIES

4.3-Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la Situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	12 473	1 008	500	(5 413)			8	(6 560)
Dividendes à recevoir								
Créances rattachées à des participations - part								
Créances rattachées à des participations - part								
Intérêts courus sur créances et prêts								
Versements restant à effectuer sur titres de								
Titres immobilisés (non courants)	3 894 426	4 332 980	490 555	(52 000)				
Titres immobilisés (courants)								
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille								
Prêts								
Dépôts et cautionnements versés	95 659	102 043	6 383					
Autres créances immobilisées	98 957	100 001	2 025	(981)				
Actions propres								
Prêts, cautionnements et autres créances -	8 640 136	8 640 136						
Prêts, cautionnements et autres créances -								
Versements restant à effectuer sur titres immo								
Compte d'ajustement (intra-groupe haut de								
Compte de Liaison (Intra-groupe haut de bilan								
Compte de Liaison (Cessions internes)								
Immobilisations financières	12 741 651	13 176 168	499 463	(58 394)			8	(6 560)
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	12 741 651	13 176 168	499 463	(58 394)			8	(6 560)

La synthèse des immobilisations financières est la suivante :

Libellé	Immobilisations financières	Provisions sur immobilisations financières	Valeur nette
Ouverture	12 741 651		12 741 651
Augmentation (Inv. Emp)	499 463		499 463
Dotation			
Diminution (Cess. Remb.)	(58 394)		(58 394)
Reprise			
Autres variations			
Effet de change et réévaluation			
Variations de périmètre	(6 553)		(6 553)
Clôture	13 176 168		13 176 168

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Créances rattachées à des participations - part > 1 an				
Créances rattachées à des participations - part < 1 an				
Intérêts courus sur créances et prêts				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés	102 043	102 043		
Autres créances immobilisées	100 001	100 001		
Prêts, cautionnements et autres créances - part > 1 an	8 640 136	8 640 136		
Prêts, cautionnements et autres créances - part < 1 an				
Créances - Actif immobilisé	8 842 179	8 842 179		

4.4- Stocks et en-cours

Libellé	Brut	Dépréciat.	Clôture	Brut	Dépréciat.	Ouverture
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	48 914		48 914	41 735		41 735
En-cours de biens						
En-cours de services						
Produits intermédiaires finis						
Stocks de marchandises	10 805 461	(1 886 748)	8 918 713	10 353 866	(1 482 083)	8 871 783
Stocks et en-cours	10 854 375	(1 886 748)	8 967 627	10 395 601	(1 482 083)	8 913 518

SAS VDB et ASSOCIES

4.5-Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	Brut	Dépréciat.	Clôture	Brut	Dépréciat.	Ouverture
Avances et acomptes versés sur commandes	263 899		263 899	(52 980)		(52 980)
Clients et comptes rattachés - part > 1 an						
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	1 413 967	(22 660)	1 391 307	1 500 710	(13 942)	1 486 768
Clients et comptes rattachés	1 677 866	(22 660)	1 655 206	1 447 730	(13 942)	1 433 788
Créances sur personnel & org. sociaux - part > 1 an						
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	1 708		1 708	3 475		3 475
Créances fiscales hors IS - part > 1 an						
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	918 193		918 193	384 464		384 464
Impôts différés - actif	(0)		(0)	206 972		206 972
Créances liées à l'intégration fiscale						
Etat, Impôt sur les bénéfices - part > 1 an						
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	409 038		409 038	411 334		411 334
Comptes courants - part > 1 an		(333)	(333)		(9 069)	(9 069)
Comptes courants - part < 1 an	399 612	(972 247)	(572 635)	146 870	(489 299)	(342 429)
Actionnaires : capital appelé non versé						
Créances sur cessions d'actifs - part > 1 an						
Créances sur cessions d'actifs - part < 1 an				470 000		470 000
Autres créances - part > 1 an				152 484		152 484
Autres créances - part < 1 an	487 754	(5 235)	482 519	318 505	(13 593)	304 911
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)						
Intérêts courus sur créances						
Compte d'ajustement (intra-groupe bas de bilan)						
Compte de liaison (Ecritures d'élimination)						
Compte de liaison (Intra-groupe bas de bilan)						
Charges à répartir						
Primes sur obligations - part > 1 an						
Primes sur obligations - part < 1 an						
Compte de liaison actif						
Ecart de conversion - actif						
Charges constatées d'avance - part > 1 an						
Charges constatées d'avance - part < 1 an	518 531		518 531	447 277		447 277
Autres créances et comptes de régularisation	2 734 836	(977 816)	1 757 020	2 541 382	(511 962)	2 029 420
Total	4 412 702	(1 000 475)	3 412 226	3 989 112	(525 904)	3 463 208



E. Leclerc

Comptes consolidés au 31/01/2018

Groupe METZDIS

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Total	< 1an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes versés sur commandes	263 899	263 899		
Clients et comptes rattachés - part > 1 an				
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	1 413 967	1 413 967		
Clients et comptes rattachés	1 677 866	1 677 866		
Créances sur personnel & org. sociaux - part > 1an				
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	1 708	1 708		
Créances fiscales hors IS - part > 1an				
Créances fiscales hors IS- part < 1an	918 193	918 193		
Impôts différés - actif	(0)	(0)		
Créances liées à l'intégration fiscale				
Etat, Impôt sur les bénéfices - part > 1an				
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1an	409 038	409 038		
Comptes courants - part > 1an				
Comptes courants - part < 1an	399 612	399 612		
Actionnaires : capital appelé non versé				
Créances sur cessions d'actifs - part > 1an				
Créances sur cessions d'actifs - part < 1an				
Autres créances - part > 1an				
Autres créances - part < 1an	487 754	487 754		
Produits à recev. (Quote part rés. SNC)				
Intérêts courus sur créances				
Total	2 216 305	2 216 305		
Total Créances	3 894 171	3 894 171		

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

4.6-Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
VMP - Equivalents de trésorerie		
Disponibilités	1 540 827	2 124 527
Intérêts courus non échus s/ dispo.		
Provisions sur VMP - Equivalent de trésorerie		
Trésorerie active	1 540 827	2 124 527
Concours bancaires (trésorerie passive)	5 955 936	4 991 764
Trésorerie passive	5 955 936	4 991 764
Trésorerie à court terme	(4 415 109)	(2 867 238)
VMP - Autres placements	402 410	402 410
Intérêts courus non échus s/ VMP		
Placements à court terme	402 410	402 410
Actions propres		
Concours bancaires (dettes)	(1 111)	
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie passive assimilée une dette	(1 111)	
Trésorerie à long terme	403 521	402 410
Trésorerie nette	(4 011 588)	(2 464 828)

Les comptes à terme ne sont pas présentés dans le tableau de flux de trésorerie car ils n'ont pas été ouverts moins de 3 mois avant la clôture, conformément à l'avis n°30 de l'OEC.

4.7-Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges - part > 1 an							
Provisions pour litiges - part < 1 an							
Provisions pour garanties - part > 1 an							
Provisions pour garanties - part < 1 an							
Provisions pour pertes de change							
Provisions pour pertes sur contrats - part > 1 an							
Provisions pour pertes sur contrats - part < 1 an							
Autres provisions pour risques - part > 1 an							
Autres provisions pour risques - part < 1 an	934 673	1 426 969	546 236	(53 940)			
Provisions pour pensions et retraites - part > 1 an	537 276	585 636	48 371	(11)			
Provisions pour pensions et retraites - part < 1 an							
Provisions pour restructurations - part > 1 an							
Provisions pour restructurations - part < 1 an							
Autres provisions pour charges - part > 1 an							
Autres provisions pour charges - part < 1 an	1 392 161	1 392 494	927 617	(927 284)			
Impôts différés - passif	2 159 442	1 834 368					(325 074)
Provisions et impôts différés	5 023 551	5 239 466	1 522 224	(981 235)			(325 074)

La synthèse des postes autres fonds propres, écarts d'acquisition passif et provisions est la suivante :

Libellé	Subv. d'investissement nettes - non courant	Subv. d'investissement nettes - courant	Quote-part des subv. inv. affectée au résultat	Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	Total
Ouverture		151 179	(10 079)			141 100
Augmentation (Inv,Emp)		16 298				16 298
Dotation			(11 243)			(11 243)
Diminution (Cess, Remb.)						
Reprise						
Autres variations						
Effet de change et réévaluation						
Variations de périmètre						
Clôture		167 477	(21 321)			146 156

Au 31/01/2018, les provisions pour risques concernent principalement METZDIS et HAUDIS. Il s'agit notamment :

- Chez METZDIS :
 - Provision pour points fidélités, montant provisionné : 917 617 euros.
 - Contrôles URSSAF en 2011 et en 2015, montants provisionnés : 16 206 euros au titre de 2011 et 44 442 euros au titre de 2015
 - Contrôle fiscal 2017, montant provisionné : 110 779 euros au titre de la Tascom à payer de 2014 à 2017
 - Divers litiges prud'homaux, montant total provisionné : 85 915 euros
 - Assignment par le ministère de l'économie du GALEC en date du 28/02/2018, montant provisionné : 339 962 euros.
 - Assurandis, montant provisionné : 17 958 euros



E. Leclerc

- Chez HAUDIS :
- Litige avec un ancien locataire, montant provisionné : 795 000 euros.
- Provision pour grosses réparations, montant provisionné : 474 877 euros.

Au 31/01/2018, la provision pour retraite se décompose ainsi :

Société	Engagements au 31/01/2017	Dotation	Reprise	Engagements au 31/01/2018
METZDIS	518 003	44 634	0	562 637
CHAT	6 584	0	-11	6 573
SOLOMAX	0	191	0	191
SUNSHINE	12 689	3 546	0	16 235
TOTAL	537 276	48 371	-11	585 636

S.A.S. VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

4.8-Dettes financières

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts obligataires - part > 1 an							
Emprunts obligataires - part < 1 an							
Emprunts auprès établis. de crédit - part > 1 an	22 073 627	18 223 147	620 000	(4 519 671)			49 191
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	69 657	397 684	400 000	(2 316)			(69 657)
Dépôts et cautionnements reçus	232 012	169 168	8 813	(36 772)			(34 888)
Emission titres part. et avances de l'état - part > 1 an							
Emission titres part. & av. de l'Etat - part < 1 an	7 022	7 022					
Autres emprunts et dettes assimilées - part > 1 an							
Autres emprunts et dettes assimilées - part < 1 an							
Intérêts courus sur emprunts	(18 892)	37 849		(12 916)			69 657
Dettes rattachées à des participations	160 258	125 030	71 034	(106 262)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	5 955 936	4 991 764					(963 858)
Concours bancaires (dettes)	(1 111)						
Intérêts courus non échus - passif							
Emprunts et dettes financières	28 478 509	23 951 664	1 099 847	(4 677 936)			(949 553)
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>							
Emprunts et dettes financières	147 072	75 501					

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 <= 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires - part > 1 an				
Emprunts obligataires - part < 1 an				
Emprunts auprès établis. de crédit - part > 1 an	18 223 147	1 050 320	14 488 842	2 683 985
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	397 684	397 684		
Dépôts et cautionnements reçus	169 168	169 168		
Emission titres part. et avances de l'état - part > 1 an				
Emission titres part. & av. de l'Etat - part < 1 an	7 022	7 022		
Autres emprunts et dettes assimilées - part > 1 an				
Autres emprunts et dettes assimilées - part < 1 an				
Intérêts courus sur emprunts	37 849	37 849		
Dettes rattachées à des participations	125 030	125 030		
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 991 764	4 991 764		
Concours bancaires (dettes)				
Intérêts courus non échus - passif				
Dettes financières	23 951 664	6 778 836	14 488 842	2 683 985

4.9-Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs - part > 1 an		
Dettes fournisseurs - part < 1 an	5 735 867	5 864 939
Avances, acomptes reçus sur commandes	(121 688)	226 311
Fournisseurs et comptes rattachés	5 614 179	6 090 249
Dettes sociales - part > 1 an		
Dettes sociales - part < 1 an	2 387 272	3 067 544
Dettes fiscales (hors IS) - part > 1 an		
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	1 136 631	1 491 927
Dettes liées à l'intégration fiscale		
Etat - impôts sur les bénéfices - part > 1 an		
Etat - impôts sur les bénéfices - part < 1 an		
Comptes courants - passif - part > 1 an		
Comptes courants groupe - part < 1 an	37 415	460 192
Dettes s/ acquis, d'actifs - part > 1 an		
Dettes s/ acquis, d'actifs - part < 1 an	11 367	16 215
Dividendes à payer		
Autres dettes - part > 1 an		
Autres dettes - part < 1 an	567 651	402 177
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	41 801	41 124
Intérêts courus sur dettes		
Compte de liaison passif		
Ecart de conversion passif		
Produits constatés d'avance - part > 1 an		
Produits constatés d'avance - part < 1 an	114 513	112 495
Autres dettes et comptes de régularisation	4 296 652	5 591 674
Total	9 910 831	11 681 923

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 << 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs - part > 1 an				
Dettes fournisseurs - part < 1 an	5 864 939	5 864 939		
Avances, acomptes reçus sur commandes	225 311	225 311		
Fournisseurs et comptes rattachés	6 090 249	6 090 249		
Dettes sociales - part > 1 an				
Dettes sociales - part < 1 an	3 067 544	3 067 544		
Dettes fiscales (hors IS) - part > 1 an				
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	1 491 927	1 491 927		
Dettes liées à l'intégration fiscale				
Etat - impôts sur les bénéfices - part > 1 an				
Etat - impôts sur les bénéfices - part < 1 an				
Comptes courants - passif - part > 1 an				
Comptes courants groupe - part < 1 an	460 192	460 192		
Dettes s/ acquis. d'actifs - part > 1 an				
Dettes s/ acquis. d'actifs - part < 1 an	16 215	16 215		
Dividendes à payer				
Autres dettes - part > 1 an				
Autres dettes - part < 1 an	402 177	402 177		
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	41 124	41 124		
Intérêts courus sur dettes				
Compte de liaison passif				
Ecart de conversion passif				
Produits constatés d'avance - part > 1 an				
Produits constatés d'avance - part < 1 an	112 495	112 495		
Autres dettes et comptes de régularisation	5 591 674	5 591 674		

5. Notes annexes sur les impôts différés

Libellé	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Impôts différés - actif	206 972	(0)	80 396				(287 369)
Impôts différés - passif	2 159 442	1 834 368	(20 197)				(304 877)
Valeur nette d'impôt différé	(1 952 470)	(1 834 368)	100 594				17 508
Dont :							
Données sociales							
Fiscalité différée (décalages temporaires)	40 151	105 599	65 448				
Fiscalité différée (écritures manuelles)	(3 638 351)	(304 877)	16 120				
Annulation du social pour les MEE							
Valeur nette par catégorie	(3 598 200)	(199 278)	81 568				
Autres	1 645 730	(1 635 089)	19 026				17 508
Valeur nette par catégorie	(1 952 470)	(1 834 368)	100 594				17 508

6. Notes annexes sur les postes du compte de résultat

6.1-Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Ventes de marchandises	95 104 639	90 665 081
Production vendue de biens	597 737	500 332
Production vendue de services	2 477 292	2 237 948
Produits des activités annexes	713 903	779 786
Ventes et Production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés	(1 356 999)	(1 279 288)
Chiffres d'affaires	97 536 571	92 903 859

6.2-Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	4 304	3 345
Rep./Amort. & Prov. immo. incorporelles		
Rep./Amort. & Prov. immo. corporelles		
Rep./Prov. nsques & charges d'exploit.	981 224	927 036
Rep./Prov. engagements de retraite	11	166 879
Rep./Prov. sur actif circulant	427 688	474 145
Transferts de charges d'exploitation	160 552	159 830
Autres produits	629 171	584 167
Autres produits d'exploitation	2 202 949	2 315 403

6.3-Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats de marchandises	(74 159 144)	(70 268 173)
Achats d'études et prestations de services	(436 256)	(364 948)
Autres achats		
Achats intra-groupe		
Achats non stockés de matières et fournitures	(1 013 787)	(1 019 560)
Variation stocks de marchandises	451 346	221 989
Achat m.p. fournit. & aut. appro.	(252 756)	(224 836)
Var. stocks mp. fournit. & autres appro.	5 179	(2 550)
Achats consommés	(75 405 419)	(71 658 078)

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

6.4-Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance	(853 531)	(756 153)
Redevances de crédit-bail	(12 553)	(6 418)
Locations immobilières et charges locatives	(280 810)	(172 970)
Locations mobilières et charges locatives	(474 685)	(445 378)
Autres services extérieurs	(291 934)	(262 369)
Primes d'assurances	(141 892)	(183 646)
Autres services extérieurs	(54 333)	(55 316)
Redevances		
Personnel détaché et intérimaire	(7 327)	(53 122)
Remun. d'intermédiaires & honoraires	(291 674)	(338 881)
Publicité, publications, relations publiques	(1 142 274)	(1 187 815)
Transport	(130)	(183)
Déplacements, missions et réceptions	(79 234)	(76 717)
Frais postaux et frais de télécommunications	(38 812)	(37 492)
Frais bancaires	(314 380)	(295 860)
Autres charges externes	(419 905)	(495 653)
Autres charges	(30 284)	(32 390)
Autres charges d'exploitation	(4 413 536)	(4 380 343)

6.5-Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(277 737)	(246 599)
Autres impôts et taxes	(1 219 970)	(1 228 623)
Impôts et taxes	(1 497 707)	(1 475 221)

6.6-Charges de personnel

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel	(8 438 804)	(8 125 974)
Charges de sécurité soc. et de prevoy	(2 500 421)	(2 385 634)
Autres charges de personnel	(80 476)	(79 928)
Charges de personnel	(11 019 501)	(10 591 536)

6.7-Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2018	2017
Dot./Amt. & Prov. immo. incorporelles	(4 849)	(5 501)
Dot./Amt. & Prov. immo. corporelles	(1 290 273)	(1 317 015)
Dot./Amt. charges d'exploit. à répartir		
Dot./Prov. risques & charges d'exploit.	(1 473 853)	(1 482 614)
Dot./Prov. engagements de retraite	(48 371)	
Dot./Prov. pour dépréciation des actifs circulants	(823 976)	(1 165 381)
Dotations d'exploitation	(3 641 322)	(3 970 511)

6.8-Produits financiers

Libellé	2018	2017
Dividendes des autres participations	295	12 294
Dividendes des participations consolidées		
Revenus des créances rattachées à des participations	231	71
Produits sur créances et VMP	5 050	2 267
Rep./Prov. nsques et ch financiers		
Rep./Provisions actifs financiers		
Reprise sur provisions dépréciation titres - groupe		79 855
Transfert de charges financières		
Gains de change sur opérations financières		
Gains de change sur achats de marchandises		
Gains de change sur autres achats externes		
Gains de change sur autres charges externes		
Gains de change sur ventes de biens		
Gains de change sur ventes de produits		
Gains de change sur ventes de services		
Produits nets sur cession de VMP		
Autres produits financiers	10 782	10 631
Autres produits financiers - groupe		
Produits financiers	16 357	105 118

6.9-Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts	(487 304)	(603 559)
Pertes sur créances financières et VMP	(42 489)	(46 086)
Pertes de change sur opérations financières		
Pertes de change sur achats de marchandises		
Pertes de change sur autres achats externes		
Pertes de change sur autres charges externes		
Pertes de change sur ventes de biens		
Pertes de change sur ventes de produits		
Pertes de change sur ventes de services		
Autres charges financières	(10 861)	(6 337)
Autres charges financières - groupe		
Dot./Ami primes de remb. des obligations		
Dot/Prov nsques et charges financiers		
Dot/Provisions sur actifs financiers		
Dotations provisions dépréciation titres - groupe		
Charges financières	(540 654)	(655 982)

SR - FFR et ASSOCIÉS

Commissaire aux Comptes

6.10- Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 095	27 679
Produits excep s/ exercices antérieurs	328 892	212 972
Produits de cession de titres (conso.)		
Produits de cession d'immo. incorp.		336 000
Produits de cession d'immo. corp.	591 738	132 000
Produits de cession de titres	295 055	50
Produits de cession d'autres élém. actif		
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	11 243	10 079
Autres produits exceptionnels		45
Produits de fusion		
Incidence des changements de méthode et juste valeur		
Boni provenant du rachat d'actions propres		
Rep. sur provisions réglementées		(0)
Rep. excep./Prov. pour R&C exceptionnels		
Rep. excep. prov. Immo. Fin. (impairment)	915	
Rep. excep./ Prov. actif circulant		56 899
Reprises except. sur autres provisions		
Transfert de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels	1 231 938	777 724

6.11- Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(56 089)	(22 336)
Charges excep sur exercices antérieurs	(55 606)	(66 700)
VNC des titres conso cédés	(5 413)	
VNC des immo. incorp. cédées	(24 066)	
VNC des immo. corp. cédées	(334 959)	(132 406)
VNC des titres cédés	(52 001)	(50)
+/- value de consolidation		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Charges de fusion		
Incidence des changements de méthode		
Mali provenant du rachat d'actions propres		
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(3 814)
Dotations aux provisions réglementées	(0)	0
Dot. aux prov. pour R&C exceptionnels		
Dot. excep. prov. Immo. Fin. (impairment)		
Dot. excep./Prov. actif circulant	(482 948)	
Dot. aux prov. pour dépréciation exceptionnelles		
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Compte de liaison (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Charges exceptionnelles	(1 011 083)	(225 306)

6.12- Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(56 089)	(22 336)
Charges excep sur exercices antérieurs	(55 806)	(66 700)
VNC des titres conso cédés	(5 413)	
VNC des immo. incorp. cédées	(24 068)	
VNC des immo. corp. cédées	(334 959)	(132 406)
VNC des titres cédés	(52 001)	(50)
+/- valeur de consolidation		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Charges de fusion		
Incidence des changements de méthode		
Mali provenant du rachat d'actions propres		
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(3 814)
Dotations aux provisions réglementées	(0)	0
Dot. aux prov pour R&C exceptionnels		
Dot. excep. prov. Immo. Fin. (impairment)		
Dot. excep./Prov. actif circulant	(462 948)	
Dot. aux prov. pour dépréciation exceptionnelles		
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Compte de liaison (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Charges exceptionnelles	(1 011 083)	(225 306)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	3 458 594
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	(1 152 865)
Effets des différences de base	(73 677)
Effets des différences de taux	88 562
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	503 449
Effets des déficits non activés	
Ecritures manuelles sur Impôt	
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(634 531)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(634 530)
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>18,35%</i>

7. Autres Informations

7.1-Effectifs

Libellé	2018	2017
Effectif moyen interne	308	343
Cadres	18	19
Agents de maîtrise et techniciens	33	35
Employés	254	280
Ouvriers	3	9
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		

7.2-Engagements hors-bilan

❖ Dettes Garanties par des suretés personnelles	TOTAL : 1 629 900 euros
--	--------------------------------

➤ **METZDIS**

200 000

Caution solidaire de Mr et Mme BRAMAS limitée à 200 000 €, en garantie d'un emprunt bancaire de 15 255 000 € contracté par Metzdis auprès du Crédit Agricole Alsace Lorraine

En cours au 31/01/2018 :

3 530 117

Caution solidaire de Mr et Mme BRAMAS limitée à 200 000 €, en garantie d'un emprunt bancaire de 5 000 000 € contracté par Metzdis auprès de la Caisse d'épargne

200 000

En cours au 31/01/2018 :

1 255 308

Caution solidaire de Mr et Mme BRAMAS limitée à 195 000 €, en garantie d'un emprunt bancaire de 3 000 000 € contracté par Metzdis auprès de la Caisse d'épargne

195 000

En cours au 31/01/2018 :

743 984

Caution solidaire de Mr Jean-Luc BRAMAS à hauteur de 200 000€, en garantie d'un emprunt bancaire de 400 000€ contracté par METZDIS auprès de la banque EDEL.

200 000

Conseil d'administration du 25/05/2011

En cours au 31/01/2018 :

44 387

Caution solidaire de Mr Jean-Luc BRAMAS à hauteur de 50% du principal, majoré - des intérêts, frais et accessoires, avec le consentement exprès de Mme Nathalie BRAMAS, en garantie d'une ouverture de crédit de 1 500 000€ sur 12 mois contractée par METZDIS auprès de la banque EDEL.

834 900

Conseil d'administration du 13/02/2014

En cours au 31/01/2018 :

949 821

SAS VDB et ASSOCIES

❖ **Dettes Garanties par des sûretés réelles**

TOTAL : 17 925 212 euros

➤ **METZDIS**

1 CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE, CAISSE D'EPARGNE, SOCIETE GENERALE

Nantissement des 1.384.621 actions de la société FINHAUDIS
et des 8 actions de la société SA HAUDIS au profit des établissements suivants :

- Le Crédit Agricole de Lorraine à hauteur de 15 255 000 €
- La Caisse d'Epargne de Lorraine à hauteur de 5 000 000 €
- La Caisse d'Epargne de Champagne Ardennes à hauteur de 3 000 000 €
- La Société Générale à hauteur de 7 210 000 €

En cours au 31/01/2018 :

7 074 408

Conseil d'administration du 15/12/2005

2 BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE

Nantissement par la SAS HAUDIS du fonds de commerce d'hypermarché,
en 6ème rang, au profit de la Banque Populaire de Lorraine Champagne
à hauteur de 250 000 €.

En cours au 31/01/2018 :

19 826

Conseil d'administration du 31/03/2011

3 BANQUE EDEL

Nantissement par la SAS HAUDIS du fonds de commerce d'hypermarché à
hauteur de 300 000€, en garantie d'un emprunt bancaire de 400 000€ contracté par
METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 :

44 387

Contrat de prêt du 25/05/2011

4 BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE

Nantissement par la SAS HAUDIS du fonds de commerce d'hypermarché, en 9ème rang, au profit de la Banque Populaire de Lorraine Champagne, à hauteur de 270 000 €.

En cours au 31/01/2018 :

31 988

Conseil d'administration du 26/05/2011

5 BANQUE EDEL

Nantissement par la SAS HAUDIS en 17ème rang de son fonds de commerce, plafonné à 1 500 000€, en garantie d'une ouverture de crédit de 1 500 000€ sur 12 mois contractée par METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 :

949 821

Conseil d'administration du 13/02/2014

6 BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE

Nantissement en rang utile de 2 483 actions de la société HAUDIS, à hauteur de 1 100 000€, que détient la société METZDIS, en garantie d'un concours bancaire de 1 100 000€ sur 7 ans contracté chez la BPLC

En cours au 31/01/2018 :

764 205

Conseil d'administration du 13/11/2014

7 BANQUES

Nantissement du chef de la SAS HAUDIS de son fonds de commerce en rang utile à hauteur et en garantie des concours bancaires contractés auprès de :

- BPI France	2 200 000 €
- BANQUE POPULAIRE	1 100 000 €
- BANQUE EDEL	1 050 000 €
- CREDIT AGRICOLE	1 000 000 €

En cours au 31/01/2018 :

3 088 160

Conseil d'administration du 13/11/2014

SAS VDB et ASSOCIÉS
Commissaire aux Comptes

➤ HAUDIS

1 CREDIT AGRICOLE

En 2008 pour un emprunt de 500 000 euros sur 12 ans

. Nantissement en 1er rang pari passu avec OSEO
sur le fonds de commerce de l'hypermarché.

. Capital restant dû au 31/01/2018 110 086

2 OSEO

En 2008 pour un emprunt de 500 000 euros sur 12 ans

- Nantissement fonds de commerce hyper en
2e rang en concurrence avec le CRCA, après OSEO
et CRCA inscrit en concurrence

. Capital restant dû au 31/01/2018 61 663

3 OSEO

En 2012 pour un emprunt de 325 000 euros sur 7 ans

Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché à hauteur de 110 000 euros

. Capital restant dû au 31/01/2018 82 904

4 OSEO

En 2012 pour un emprunt de 460 000 euros sur 10 ans

- Nantissement fonds de commerce hyper en
rang utile

. Capital restant dû au 31/01/2018 189 483

5 BPI FINANCEMENT

En 2014 pour un emprunt de 1 850 000 euros sur 12 ans

- Nantissement en rang utile avec le crédit
agricole (120K€) et la BPLC (1 850 K€)

. Capital restant dû au 31/01/2018 1 530 915

6 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Nantissement des parts sociales de la SCI Les Hauts De Maizières

. Capital restant dû au 31/01/2018 657 665

7 CREDIT AGRICOLE

En 2014 pour un emprunt de 120 000 €

Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché

. Capital restant dû au 31/01/2018 96 803

8 BANQUE POPULAIRE

En 2014 pour un emprunt de 1 850 000 €

Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché

Nantissement en rang utile de 2 483 actions de la société HAUDIS
détenues par la société METZDIS

. Capital restant dû au 31/01/2018 1 591 229

9 BANQUE POPULAIRE

En 2017 pour un emprunt de 620 000 €

Nantissement du fonds de commerce en rang 20

. Capital restant dû au 31/01/2018 620 000

➤ SCI IMMOWAPP

1 OSEO

Hypothèque de 1er rang, pari passu avec la Banque Populaire Lorraine Champagne, sur un terrain de 8 470 m² à Woippy ainsi que sur les constructions à y édifier, et ce en garantie d'un emprunt de 1 400 000 €.

801 552

Date d'autorisation : 08/06/2010

En cours au 31/12/2017 : 801 552

2 BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE

Hypothèque de 1er rang, pari passu avec OSEO sur un immeuble non bâti situé Route de Thionville à Woippy en garantie d'un emprunt de 350 000 €.

210 117

Date d'autorisation : 16/10/2010

En cours au 31/12/2017 : 210 117

❖ **Engagements donnés**

TOTAL : 13 588 247euros

➤ **METZDIS**

1 Au profit de la société FANPAG

1 040 520

Caution au profit de la société FANPAG au profit du CREDIT COOPERATIF en garantie d'un concours bancaire de 6 670 000€ pour une durée de 12 ans et 6 mois dont 6 mois de franchise en capital.

Ce cautionnement est limité à 800 400€ en capital, plus intérêts, commissions, frais et accessoires (240 120€) jusqu'à justification de 3 exercices comptables consécutifs de 12 mois, avec respect simultané des conditions suivantes :

- Capacité d'autofinancement de la société SODICHAMP après versement des dividendes à la société FANPAG, supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital) et
- Un résultat net de la société SODICHAMP positif (sans report à nouveau négatif) et supérieur ou égal au remboursement annuel (en capital + intérêts) de la dette sénior sur la société FANPAG
- Capacité d'autofinancement de la société FANPAG supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital)

Conseil d'administration du 19/04/2012

2 Au profit de la société FANPAG

729 655

Caution au profit de la société FANPAG au profit de l'établissement OSEO en garantie d'un concours bancaire de 10 000 000€ pour une durée de 12 ans.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

3 Au profit de la société FANPAG

249 341

Caution de la société FANPAG au profit de l'établissement
BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE en garantie d'un concours bancaire
de 3 330 000€ pour une durée de 12 ans dont un différé de 12 mois en capital et intérêts.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans
minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF
consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances
à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

4 Au profit de la société HAUDIS

657 665

Caution au profit de la société HAUDIS au profit de l'établissement BANQUE EDEL en
garantie d'un prêt amortissable d'un montant de 2 200 000€ pour une durée de 84 mois.

Ce cautionnement est fixé jusqu'à concurrence de la somme de 2 200 000€ en principal
plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

Le conseil de parrainage décide que cette caution sera rémunérée au taux de 0.50%
par an calculé sur la moyenne de l'encours bancaire au 31 Décembre de chaque année
(encours bancaire au 1er Janvier + encours bancaire au 31 Décembre divisé par 2).
Les intérêts seront payables annuellement au 31 Décembre de chaque année.

Conseil d'administration du 16/10/2014

5 Au profit de la Société IMMOWAP

131 911

Caution solidaire au profit de la société IMMOWAPP au profit de la BPLC en garantie
d'un concours bancaire d'un montant de 200 000€ pour une durée de 84 mois.

Ce cautionnement est fixé à hauteur de 200 000 €.

Le conseil de parrainage décide que cette caution sera rémunérée au taux de 0.50%
par an calculé sur la moyenne de l'encours bancaire au 31 Décembre de chaque année
(encours bancaire au 1er Janvier + encours bancaire au 31 Décembre divisé par 2).
Les intérêts seront payables annuellement au 31 Décembre de chaque année.

Conseil de parrainage du 30/05/2013

SAS VDB et ASSOCIES

6 Au profit de la Société SCAPEST

3 489 849

Caution solidaire et divise de la société SCAPEST en garantie de divers concours bancaires pour un montant global de 125 000 000 € formalisé comme suit :

- Tranche 1 d'une durée de 12 ans pour 76 450 000 € à concurrence de :
CREDIT COOPERATIF pour 14 000 000 €
OSEO pour 13 200 000 €
CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST à concurrence de 12 500 000 €
BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL à concurrence de 21 500 000 €
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE LORRAINE à concurrence de 15 250 000 €

- Tranche 2 d'une durée de 15 ans pour 48 550 000 € à concurrence de :
CREDIT COOPERATIF pour 11 000 000 €
OSEO pour 6 800 000 €
CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST à concurrence de 7 500 000 €
BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL à concurrence de 13 500 000 €
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE LORRAINE à concurrence de 9 750 000 €

- Caution limitée à 3.262 % du montant de chacun des concours soit un montant en capital de 4 345 625 € (majoré des frais, intérêts et accessoires).

Conseil d'administration du 30/05/2013

7 Au profit de la société SODICHAMP

1 060 800

Caution au profit de la société SODICHAMP au profit de l'établissement CREDIT COOPERATIF en garantie d'un concours bancaire de 6 800 000€ pour une durée de 15 ans.

Ce cautionnement est limité à 816 000€ en capital, plus intérêts, commissions, frais et accessoires (244 800€) jusqu'à justification de 3 exercices comptables consécutifs de 12 mois à compter de l'exercice suivant la mise à disposition des fonds, avec respect simultané des conditions suivantes :

- Capacité d'autofinancement de la société SODICHAMP après versement des dividendes à la société FANPAG, supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital) et

- Un résultat net de la société SODICHAMP positif (sans report à nouveau négatif) et supérieur ou égal au remboursement annuel (en capital + intérêts) de la dette sénior sur la société FANPAG

- Capacité d'autofinancement de la société FANPAG supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme (en capital)

Conseil d'administration du 19/04/2012

8 Au profit de la société SODICHAMP

812 753

Caution au profit de la société SODICHAMP au profit de l'établissement OSEO en garantie d'un concours bancaire de 10 200 000€ pour une durée de 15 ans.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

9 Au profit de la Société SODICHAMP

278 197

Caution au profit de la société SODICHAMP au profit de l'établissement BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE en garantie d'un concours bancaire de 3 400 000€ pour une durée de 180 mois.

Ce cautionnement est fixé à 12% de l'encours du crédit, sur une durée de 5 ans minimum avec au moins 3 exercices consécutifs de 12 mois faisant ressortir une CAF consolidée (SODICHAMP ET FANPAG) suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées (SODICHAMP et FANPAG).

Conseil d'administration du 19/04/2012

10 Au profit de la société LEXYDIS

344 375

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement BANQUE ARKEA en garantie d'un concours bancaire de 4 750 000 € pour une durée de 204 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque ARKEA jusqu'à concurrence de la somme de 344 375 € pour une durée de 5 ans minimum

Conseil d'administration du 15/10/2015

11 Au profit de la société LEXYDIS

688 750

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement CREDIT COOPERATIF en garantie d'un concours bancaire de 9 500 000 € pour une durée de 18 ans

Ce cautionnement est consenti au profit du CREDIT COOPERATIF jusqu'à concurrence de la somme de 688 750 € pour une durée de 5 ans minimum

Conseil d'administration du 15/10/2015

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

12 Au profit de la société LEXYDIS

237 500

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL en garantie d'un concours bancaire de 4 750 000 € pour une durée de 216 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL jusqu'à concurrence de la somme de 237 500 € pour une durée minimale de 7 ans

Conseil d'administration du 15/10/2015

13 Au profit de la société LEXYDIS

261 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque ARKEA en garantie d'un concours bancaire de 1 200 000 € pour une durée de 132 mois et un concours bancaire de 4 800 000 € pour une durée de 132 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque ARKEA jusqu'à concurrence de la somme de 261 000 € pour une durée maximum de 3 ans

Conseil d'administration du 15/10/2015

14 Au profit de la société LEXYDIS

166 750

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque EDEL en garantie d'un concours bancaire de 3 335 000 € pour une durée de 132 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque EDEL jusqu'à concurrence de la somme de 166 750 €

Conseil d'administration du 15/10/2015 modifié par conseil de parrainage du 27.04.17

15 Au profit de la société LEXYDIS

100 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 2 000 000 € pour une durée de 6 ans

Ce cautionnement est consenti au profit de la BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT MUTUEL jusqu'à concurrence de la somme de 100 000 €

Conseil d'administration du 15/10/2015

16 Au profit de la société LEXYDIS

50 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque EDEL en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 1 000 000 € pour une durée de 60 mois

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque EDEL jusqu'à concurrence de la somme de 50 000 €

Conseil d'administration du 15/10/2015

17 Au profit de la société LEXYDIS

200 000

Caution au profit de la société LEXYDIS au profit de l'établissement banque EDEL en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 4 000 000 € pour une durée de 12 mois renouvelables

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque EDEL jusqu'à concurrence de la somme de 200 000 €

Conseil d'administration du 27/04/2017

18 Au profit de la société FROUDIS

224 250

Caution au profit de la société FROUDIS (initialement SOVIALDIS) au profit du Crédit Mutuel en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 4 500 000 € pour une durée de 150 mois

Cautionnement limité à 30 % soit 1 350 000 € auquel s'ajoute les intérêts, commissions, frais et accessoires afférents et ce pour une durée de minimale de 5 ans
La caution pourra être levée après ce délai si les comptes du cautionné font ressortir pendant trois exercices consécutifs précédent la mainlevée une capacité d'autofinancement permettant de couvrir au minimum les échéances en capital de toutes les dettes à moyen et long terme.

Conseil de parrainage de la société FINHAUDIS du 25/01/2007

19 Au profit de la société FROUDIS

208 313

Caution au profit de la société FROUDIS (initialement SOVIALDIS) au profit du Crédit Agricole en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 4 500 000 € pour une durée de 150 mois

Cautionnement limité à 30 % soit 1 350 000 € auquel s'ajoute les intérêts, commissions, frais et accessoires afférents et ce pour une durée de minimale de 5 ans
La caution pourra être levée après ce délai si les comptes du cautionné font ressortir pendant trois exercices consécutifs précédant la mainlevée une capacité d'autofinancement permettant de couvrir au minimum les échéances en capital de toutes les dettes à moyen et long terme.

Conseil de parrainage de la société FINHAUDIS du 25/01/2007

20 Au profit de la société SUNSHINE

20 000

Caution au profit de la société SUNSHINE au profit de l'établissement banque CRCA en garantie d'un concours bancaire d'un montant de 20 000 € pour une durée de 12 mois renouvelables

Ce cautionnement est consenti au profit de la banque CRCA jusqu'à concurrence de la somme de 20 000 €

> HAUDIS

1 Portée générale

Engagement de la société HAUDIS de ne pas aliéner ou vendre ses actifs, et plus particulièrement son fonds de commerce d'hypermarché à l'enseigne E.LECLERC

Conseil d'administration du 03/01/2006

2 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE POPULAIRE au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 250 000 euros sur une durée de 84 mois.

Conseil d'administration du 31/03/2011

En-cours au 31.01.2018 :

19 826

3 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE POPULAIRE au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 270 000 euros sur une durée de 84 mois.

Conseil d'administration du 26/05/2011

En-cours au 31.01.2018 :

31 988

4 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE EDEL au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 400 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 300 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce à hauteur de 300 000 euros.

Conseil d'administration du 25/05/2011

En-cours au 31.01.2018 :

44 687

5 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE EDEL au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 1 500 000 euros sur une durée de 144 mois.

Cautionnement limité à 1 500 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en 17ème rang à hauteur de 1 500 000 euros.

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/02/2014

En-cours au 31.01.2018 :

949 821

6 Au profit de la Société JNB

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE POPULAIRE au profit de la SARL JNB à hauteur de 300 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 300 000 euros.

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 16/10/2014

En-cours au 31.01.2018 :

194 369

SAS VDB et ASSOCIES

7 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE EDEL au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 1 050 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 1 085 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec BPI Financement et le Crédit Agricole

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 : 672 725

8 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE BPI au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 2 200 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 2 200 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec la banque EDEL et le Crédit Agricole

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 : 1 016 250

9 Au profit de la Société METZDIS

La société s'est portée caution auprès du CREDIT AGRICOLE au profit de la SAS METZDIS à hauteur de 1 000 000 euros sur une durée de 84 mois.

Cautionnement limité à 2 200 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec la banque EDEL et BPI Financement

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 : 634 980

10 Au profit de la Société SIDUAH

La société s'est portée caution auprès de la BANQUE BPI au profit de la SCI SIDUAH à hauteur de 300 000 euros sur une durée de 144 mois.

Cautionnement gagiste limité à 300 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec le CREDIT AGRICOLE

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 :

248 309

11 Au profit de la Société SIDUAH

La société s'est portée caution auprès du CREDIT AGRICOLE au profit de la SCI SIDUAH à hauteur de 500 000 euros sur une durée de 144 mois.

Cautionnement gagiste limité à 500 000 euros assortie du nantissement de son fonds de commerce en rang utile et en concurrence avec la banque BPI Financement.

Cautionnement rémunéré

Conseil de parainnage du 13/11/2014

En-cours au 31.01.2018 :

394 001

12 Au profit de la Société CHAT

La société s'est portée caution auprès de la banque EDEL au profit de la SARL CHAT à hauteur de 700 000 euros sur une durée de 120 mois.

Conseil de parainnage du

En-cours au 31.01.2017 :

569 263

13 Au profit de la Société MAXLO

La société s'est portée caution auprès de la Banque populaire au profit de la SCI MAXLO à hauteur de 810 000 euros sur une durée de 120 mois.

Cautionnement rémunéré

Nantissement du fonds de commerce de la société HAUDIS

Conseil de parainnage du

En-cours au 31.01.2018 :

541 791

14 Au profit de la Société MAXLO

Nantissement du fonds de commerce de la société au profit de BPI en garantie d'un concours bancaire de 2 000 000 €.

Conseil de parainnage du 23/01/2017

En-cours au 31.01.2018 : 1 257 462

15 Au profit de la Société SOLOMAX

- Nantissement en rang 21 à hauteur de 200 000 € sur un fonds de commerce exploité par HAUDIS.
Garantie à prendre pour compte commun par BPI à hauteur de 400 000 € au profit de :
BPI à hauteur de 200 000 €
BPALC à hauteur de 200 000 €

Conseil de parainnage du

En-cours au 31.01.2018 : BPI 197 684
En-cours au 31.01.2018 : Banque Populaire 200 000

16 Au profit de la Société WAPPIMMO

Nantissement par la SAS HAUDIS, en rang disponible en concurrence avec la Banque Populaire Lorraine Champagne, de son fonds de commerce, au profit de la banque OSEO Financement, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En-cours au 31.01.2018 : 140 000

17 Au profit de la Société WAPPIMMO

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, appuyée sur le nantissement en rang disponible de son fonds de , pari passu avec OSEO, de son fonds de commerce LECLERC à Hauconcourt, au profit de la Banque Populaire Lorraine Champagne, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En-cours au 31.01.2018 : 143 168

❖ **Engagements reçus**

TOTAL : 13 588 247 euros

➤ **METZDIS**

1 BANQUE EDEL

Cautions solidaires de HAUDIS à hauteur de 300 000€ assorties du nantissement de son fonds de commerce, en garantie d'un emprunt bancaire de 400 000€ contracté par METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 : 44 387

Contrat de prêt du 25/05/2011

2 BANQUE EDEL

Cautions solidaires de HAUDIS à hauteur de 1 500 000€ assorties du nantissement - en 17ème rang de son fonds de commerce, en garantie d'une ouverture de crédit de 1 500 000€ sur 12 mois contractée par METZDIS auprès de la banque EDEL.

En cours au 31/01/2018 : 949 821

Conseil d'administration du 13/02/2014

3 BPI FINANCEMENT

Cautions solidaires de HAUDIS à hauteur de 2 200 000€ assorties du nantissement de son fonds de commerce en rang utile en concurrence avec EDEL et le CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE, en garantie d'un concours bancaire de 2 200 000€.

En cours au 31/01/2018 : 1 016 251

Conseil d'administration du 13/11/2014

4 CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE, CAISSE D'EPARGNE, SOCIETE GENERALE

Dans le cadre du financement de l'acquisition des 1.384.621 actions de FINHAUDIS, des 8 actions de HAUDIS, d'une part de la SCI SIDUAH, d'une part de la SCI DES HAUTS DE MAIZIERES, les engagements suivants ont été reçus :

- 1) Pour le prêt de 15.255.000,00 euros sur 25 ans au Crédit Agricole de Lorraine :
- Caution solidaire de M. et Mme BRAMAS limitée à 200.000,00 euros
 - Caution solidaire des parrains au prorata de leur quote-part limitée à 2 ans (Monvel : 15%, sodichamp : 13%, Sodirom : 6%, Denidis : 6%, Fagnières : 6%, Disvalor : 6%, Marlydis : 6%, Villerdis : 6%, Sodivar : 6%, Sodibrag : 6%, Solormag : 6%, Verdun : 6%, Sipan : 6%, Sab : 6%)

En cours au 31/01/2018 :

3 530 117

- 2) Pour le prêt de 5.000.000,00 euros de la Caisse d'Epargne de Lorraine et le prêt de 3.000.000,00 euros de la Caisse d'Epargne de Champagne-Ardenne :

- Caution solidaire et personnelle de M. et Mme BRAMAS à hauteur de 200.000,00 euros
 - Caution solidaire à objet spécial des parrains sur la totalité des prêts Caisse d'Epargne au prorata de leurs quotités respectives (détail : idem paragraphe 1)
- La durée de cautionnement : 5 ans consécutifs de caf consolidé permettant le remboursement annuel de l'ensemble des prêts bancaires actuels et à venir des sociétés appartenant au périmètre de consolidation.

En cours au 31/01/2018 :

1 999 292

- 3) Pour le prêt de 7.210.000,00 euros de la Société Générale

- Caution solidaire de M. et Mme BRAMAS à hauteur de 10% en principal du montant financé
 - Caution des parrains à hauteur de 40% en principal du montant financé, à savoir 2.884.000,00 euros, réparti entre les parrains (détail : idem paragraphe 1)
- Caution limitée à 3 exercices après la reprise effective de l'exploitation à la condition qu'il y ait 3 exercices bénéficiaires consécutifs et que chaque année les résultats nets dégagés par la société d'exploitation soient suffisants pour assurer le remboursement de l'emprunt et que la caf permette le remboursement des autres dettes

En cours au 31/01/2018 :

1 545 000

Conseil d'administration du 15/12/2005

5 BANQUE EDEL

Caution solidaire de HAUDIS à hauteur de 1 050 000€ assortie du nantissement - en 17ème rang de son fonds de commerce, pari passu avec BPI France, Crédit agricole et Banque Populaire

En cours au 31/01/2018 : 672 725

Conseil de parrainage du 13/11/2014

➤ HAUDIS

1 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Caution solidaire de la société METZDIS

. Capital restant dû au 31/01/2018 657 665

2 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Nantissement des parts sociales de la Sci Les Hauts De Maizières appartenant à la société HAUDIS

. Capital restant dû au 31/01/2018 657 665

3 EDEL

En 2013 pour un emprunt de 2 200 000 euros sur 7 ans

Caution solidaire de Mr BRAMAS avec le consentement exprès de Mme BRAMAS

En-cours au 31.01.2018 298 935

➤ CHAT

1 EDEL

Caution solidaire de la SAS HAUDIS, à hauteur de 700 000 €

En cours au 31/01/2018 : 569 269

➤ **SOLOMAX**

1 BPI France

En garantie d'un emprunt de 200 000 €

- Nantissement de la SAS HAUDIS de son fonds de commerce
en concurrence de rang avec la banque Populaire Alsace Lorraine Champagne

- Production d'un bail commercial de 9 ans afférent à l'immeuble

- Nantissement en rang utile à hauteur de 200 000 € en concurrence de rang
avec la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne d'un fonds de commerce
à créer de vente de commerce de détail de tous produits alimentaires et non
alimentaires, et notamment de produits de catégorie bio

Date d'autorisation :

En cours au 31/01/2018 :

197 684

2 BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

En garantie d'un emprunt de 200 000 €

- Nantissement de fonds de commerce en rang 1 à hauteur de
200 000 € sur un fonds de commerce de magasin bio
garantie à prendre pour compte commun par BPI à hauteur de 400 000 €
au profit de :

BPI à hauteur de 200 000 €

BPALC à hauteur de 200 000 €

- Nantissement en rang 21 à hauteur de 200 000 € sur un fonds
de commerce exploité par HAUDIS.
garantie à prendre pour compte commun par BPI à hauteur de 400 000 €
au profit de :

BPI à hauteur de 200 000 €

BPALC à hauteur de 200 000 €

Date d'autorisation :

En cours au 31/01/2018 :

200 000

➤ **JNB**

1 BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

Caution de la SAS HAUDIS, à hauteur de 300 000 €

Date d'autorisation : 16/10/2014

En cours au 31/01/2018 :

194 369

SAS VSB ASSOCIÉS

Commissaire aux Comptes

➤ **SIDUAH**

1 BPI France

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, à hauteur de 300 000 € assortie du nantissement de son fonds de commerce sis à HAUCONCOURT, en rang utile et en concurrence avec le Crédit Agricole de Lorraine

Date d'autorisation : 13/11/2014

En cours au 31/01/2018 :

248 309

2 CREDIT AGRICOLE DE LORRAINE

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, à hauteur de 500 000 € assortie du nantissement de son fonds de commerce sis à HAUCONCOURT, en rang utile et en concurrence avec BPI France

Date d'autorisation : 13/11/2014

En cours au 31/01/2018 :

394 001

➤ **WAPPIMMO**

1 OSEO

Nantissement par la SAS HAUDIS, en rang disponible en concurrence avec la Banque Populaire Lorraine Champagne, de son fonds de commerce, au profit de la banque OSEO Financement, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En cours au 31/12/2017 :

140 000

2 BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE

Caution gagiste de la SAS HAUDIS, appuyée sur le nantissement en rang disponible de son fonds de , pari passu avec OSEO, de son fonds de commerce LECLERC à Hauconcourt, au profit de la Banque Populaire Lorraine Champagne, et ce en garantie d'un emprunt de 700 000 €.

Date d'autorisation : 30/06/2009

En cours au 31/12/2017 :

143 168

SAS VDB et ASSOCIES

Commissaire aux Comptes